CONSEIL COMMUNAL

PROCÈS-VERBAL

Séance du Conseil communal
Jeudi 22 juin 2023, à 19h00
Salle de spectacle de Renens

9^{ème} séance – 2022-2023

Séance du jeudi 22 juin 2023

Présidence de M. Dylan Montefusco, Président

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Le Bureau, Mme la secrétaire et moi-même vous souhaitons la bienvenue à cette 9^{ème} et dernière séance de l'année de législature. J'adresse mes cordiales salutations à M. le Syndic, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, à notre huissier, notre huissier suppléant, au bureau, ainsi qu'à tous les spectateurs et téléspectateurs qui suivent nos débats à la télévision ou sur internet grâce aux équipes de la société Sonomix pour la retransmission et de la société Maxximum pour le son qui sont également salués.

Je vous informe que les diffusions TV se dérouleront sur le canal info du télé-réseau de l'agglomération lausannoise :

- Vendredi 23 juin à 14 et 20h00
- Samedi 24 juin à 14 et 20h00
- Dimanche 25 juin à 14 et 20h00

58 conseillères et conseillers ayant voté, le quorum étant atteint, l'Assemblée peut valablement délibérer, et ce, conformément à l'article 68 du Règlement du Conseil.

Sont excusé.e.s : Mmes Awa Ndeye Dhiediyou, Rosana Joliat, Sandra Martinelli, Lucie Mauch, Marie Schneider, Maria Sisto, MM. Andrà Cordeiro, François Delaquais, Pascal Golay, Luis Guedes, Philippe Hertig, Jonas Kocher, Steeve Kocher, Vincenzo Sisto, Rachid Taaroufi, Vito Vita, Ignacy Wilczinski

Sont absent.e.s : Mmes Mariline Braz Lopes, Dominique Perret, MM. Cooper Sanches

1. Adoption de l'ordre du jour

- **M. le Président**

L'ordre du jour vous a été envoyé dans les délais. Y'a-t-il quelqu'un parmi vous qui ne l'aurait pas reçu ?

Ce n'est pas le cas.

Je vous annonce avoir reçu les droits d'initiative suivants :

- Un dépôt de postulat de M. Naim Smakiqi
- Une interpellation de M. Vincent Keller
- Une interpellation de Mme Elodie Golaz Grilli
- Une question de Mme Elisabete Cunha
- Un divers de M. Ali Korkmaz

Ces interventions seront traitées prioritairement aux points 13 et 14 après les développements de postulats figurant à l'ordre du jour. J'ouvre la discussion sur cet ordre du jour. La parole n'étant pas demandée, je soumetts cet ordre du jour pour approbation.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

Ordre du jour de la séance du Conseil communal du 22 juin 2023

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 11 mai 2023
3. Démissions
4. Communications de la Présidence
5. Communications de la Municipalité
 - Communiqué de la Municipalité du 12 juin 2023 sur ses activités du 25 avril au 12 juin 2023
 - Réponse écrite de la Municipalité à l'interpellation de Mme Chiara Storari intitulée « Garde d'enfants pendant les vacances scolaires : quelles sont les solutions proposées dans la Commune ? »
 - Liste des interventions (questions, interpellations, motions, pétitions et postulats) transmises par le Conseil communal et en cours de traitement par la Municipalité
6. Communications de la Commission des finances
7. Communications éventuelles de la Commission d'urbanisme et d'aménagement du territoire (CUAT)
8. Communications éventuelles de la Commission régionale et intercommunale (CRI) et rapport(s) éventuel(s) des membres des conseils intercommunaux – art. 41 du Règlement du Conseil communal
9. Changement dans la composition des commissions permanentes et commissions intercommunales
10. **Comptes communaux – Exercice 2022**
 - a) de l'Entente intercommunale Mèbre-Sorge,
 - b) de la station d'épuration des eaux usées et de traitement des boues de l'agglomération lausannoise «STEP»,
 - c) de l'Entente intercommunale SDIS Malley Prilly-Renens,
 - d) de la Ville de Renens,

*Rapport de la Commission des finances (COFIN) sur la vérification des comptes communaux –
M. Sylvain Richard, Président de la Cofin*
11. **Gestion – Exercice 2022**

*Rapport de la Commission de gestion (COGEST) – Adoption de la gestion –
M. Simon Favre, pour la présidente Maria Sisto.*
12. **Rapport de commission – Préavis N° 38-2023 – Plan climat de la Ville de Renens 1^{ère} génération 2023-2027**

Mme Stéphanie Negri Capt, Présidente-rapporteur
13. **Motions, postulats, interpellations**

- Développement du postulat Byron Allauca intitulé « Pour un contrôle des loyers en période de pénurie »
- Développement du postulat Angela Thode intitulé « Des marquage tactilo-visuel à l'attention des aveugles et malvoyants »
- Développement du postulat Lucie Mauch intitulé « Pour une protection adaptée de la place de jeux de la place du Marché »
- Développement du postulat Verena Berseth et Joëlle Zahnd intitulé « La Rue du Lac n'est pas une entrée d'autoroute »

14. Questions, propositions individuelles et divers

15. Allocutions

- *de M. Jean-François Clément, Syndic*
- *de M. Dylan Montefusco, Président du Conseil*

2. Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 11 mai 2023

M. le Président ouvre la discussion.

La parole n'étant pas demandée, le procès-verbal du 11 mai 2023 est soumis à l'approbation des Membres du Conseil communal.

C'est à l'unanimité que le procès-verbal est accepté. M. le Président en profite pour remercier Mme Corrine Simon pour son travail de rédaction et Mme Carole Castillo pour son travail de relecture.

3. Démissions

- **M. le Président**

Je vous annonce que le Bureau du Conseil n'a reçu aucune démission, j'ouvre toutefois la discussion sur ce point :

La parole n'étant pas demandée, nous passons au point 4 de l'ordre du jour.

4. Communications de la Présidence

- **M. le Président**

Nous avons appris avec tristesse le décès de M. Brian Neal, papa de M. Richard Neal. En hommage, j'invite l'ensemble de l'assemblée à bien vouloir se lever et observer quelques instants de recueillement.

Résultats des votations : Je vais vous donner une brève lecture des résultats renanais des votations fédérales et cantonales du 18 juin dernier. Le taux de participation était de 31.08%

Imposition minimale OCDE/G20 a été acceptée par 2'157 OUI contre 459 NON
Loi sur le climat et l'innovation a été acceptée par 1'977 OUI contre 696 NON
Loi COVID-19 a été acceptée par 1'876 OUI contre 784 NON
Pour la protection du climat a été acceptée par 1'863 OUI contre 765 NON

Manifestations : J'ai eu le plaisir de participer au 20^{ème} anniversaire de la CISE, au concert des établissements primaires de Renens ainsi qu'à la soirée réservée en l'honneur aux nouveaux habitants.

Jetons de présence : Les fiches des jetons de présence sont à la disposition des chefs de groupe.

Présidence du parti Fourmi Rouge : M. Silvio Torriani a été désigné président du parti avec prise de fonction au 25 mai 2023.

Enfin, je vous rappelle que les personnes arrivées tardivement sont priées d'annoncer leur présence auprès de Mme Simon en fin de séance et uniquement à ce moment-là. C'est effectivement cette liste de présence qui sera comptabilisée pour le versement de vos jetons de présence.

J'ouvre la discussion sur ces communications :

- **M. Jean-François Constant, PLR-PVL**

Je suis désolé, parce qu'en fait, à la dernière séance j'avais déjà oublié de faire un commentaire, puisque vous aviez remercié nos hôtes du 6 mai qui nous avaient accueillis au domaine de Savatan. Je voulais vous remercier au nom de tous les Conseillers qui étaient présents pour l'organisation qui nous a fait grand plaisir, parce que, non seulement le cadre était bien, mais l'organisation était très bien aussi. Je me permets de parler au nom des autres Conseillers avec lesquels nous avons pu échanger et profiter de cette journée informelle. S'ils le souhaitent, ils peuvent également me corriger. J'en profite par la même occasion pour vous remercier et pour vous dire que si nous avons apprécié cette journée, personnellement, j'ai beaucoup apprécié votre année en tant que Président.

- **M. le Président**

Merci, c'est très gentil.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président passe au point 5 de l'ordre du jour.

5. Communications de la Municipalité

- **M. le Président**

Vous avez tous reçu le communiqué de la Municipalité ainsi que la réponse écrite à l'interpellation. Est-ce que la Municipalité a d'autres communications à transmettre oralement ?

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Bonsoir M. le Président, bonsoir Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux, je vous adresse les cordiales salutations de la Municipalité. M. Didier Divorne est retenu par un petit problème de santé, suffisamment important pour ne pas être avec nous, mais rien de grave cependant. En plus des communications qui figurent dans cet ordre du jour, Mme Nathalie Jaccard a quelques informations à vous passer, relatives à la Fête des Ecoles.

- **Mme Nathalie Jaccard, Municipale**

Après 20 ans d'absence, la Fête des Ecoles a enfin fait son retour le 9 juin dernier. Remettre la Fête des Ecoles, qui puisse répondre tant aux attentes des parents que correspondre à la demande des enseignants et faire plaisir aux enfants, était l'un des objectifs de la Municipalité pour cette nouvelle législature. Rapidement, la direction de CJS, avec les directions des écoles, ont réfléchi ensemble afin de répondre à ces objectifs. Dans un premier temps, les écoles et les enseignants se sont mobilisés pour organiser dans chaque enceinte scolaire des activités autour du jeu, du bricolage pour une découverte de l'école ; ça a eu un très grand succès, les enseignants étaient très contents, les parents aussi. On va organiser un debriefing en septembre pour voir ce qui peut être amélioré du côté de l'école. La partie festive sur le terrain de Verdeaux a accueilli environ 2'000 personnes. La pluie, qui est arrivée beaucoup trop tôt, (heureusement, ce n'était pas celle de ce soir) a quelque peu bouleversé, désorganisé notre programme ; on a quand même pu bénéficier d'une accalmie qui a permis que les festivités puissent se dérouler. Toutes ces activités dans le cadre privilégié du terrain de Verdeaux a permis aux enfants de jouer ensemble, de prendre du plaisir, de profiter de ces animations proposées et je crois que nous avons tous eu beaucoup de plaisir à les voir sourire et s'amuser. Bien sûr, tout n'était pas parfait, on a déjà identifié plusieurs points d'amélioration qui seront rectifiés pour l'année prochaine, pour que la fête soit encore plus belle. Et bien sûr, je tiens à remercier toutes les personnes qui ont pris part à cette fête de près ou de loin. C'était vraiment une belle fête, d'autant plus après ces 20 ans d'absence.

Je profite d'avoir le micro, si vous le permettez, M. le Président. Vous avez, à l'entrée, reçu ce petit flyer et vous avez, en primeur, le programme de la saison culturelle à venir. Vous verrez, cela fait la part belle aux artistes suisses, mais aussi des découvertes, des nouveautés. Réservez un bon accueil à ces spectacles et on se réjouit de vous y voir.

- **M. Oumar Niang, Municipal**

Je reviens sur le flyer que vous avez devant vous, 1020 Spark, c'est un projet que la Commune a organisé avec le Canton et le CHUV. Cela dure 2 mois, du mois de juillet au mois d'août, c'est 24h/24, 7j/7. La jeunesse renanaise a participé à la mise en place de ce programme. On a une vingtaine de jeunes qui sont sur place et qui seront assistés par des professionnels qui sont sur le terrain. Il y aura plus de cent activités ludiques, culturelles, sportives et artistiques gratuites pour les jeunes, mais pour les moins jeunes aussi. Vous avez un QR-code qui vous permet de voir le programme ; ce n'est pas encore à bout touchant, mais on est en train de travailler au fur et à mesure. Vous avez reçu une invitation pour l'inauguration le 1^{er} juillet. Ceux qui veulent venir peuvent s'inscrire jusqu'au 26 juin à minuit pour pouvoir participer. On travaille avec le Canton qui, en matière de Communication sont très carrés par rapport à l'organisation, donc, il faut suivre l'organisation.

M. le Président ouvre la discussion :

- **M. Byron Allauca, Fourmi rouge**

Je reviens sur les communications de la Municipalité en date du 30 mars, la séance du Conseil communal qui a eu lieu à la Salle du Grand Conseil. On avait demandé des chiffres pour la baisse de fréquentation à la permanence Info-Nature et jusqu'à maintenant on n'a pas eu ces chiffres. Est-ce qu'il serait possible de les avoir ?

- **M. Oumar Niang, Municipal**

Je pense sincèrement que j'ai oublié. On a les chiffres, vous les recevrez.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

J'ai pris note dans les communications de la Municipalité de la semaine du Pacom qui sera organisée fin août. Il y a effectivement différentes dates pour toucher différents publics cibles. Personnellement, je suis très contente d'avoir l'opportunité de participer à ces différentes propositions. Je vous invite, chers collègues du Conseil, en tant que membre de la CUAT, à pouvoir participer à l'un ou l'autre de ces ateliers. Je me permettrai juste une remarque : en date du mardi 22 août il y a la présentation du projet aux membres de la CUAT et également au personnel communal. Si la CUAT a bien été informée de la date, ce n'était pas tout à fait la même option pour l'heure. On ne fait pas partie du personnel communal et ce serait peut-être sympathique d'avoir des horaires qui ne sont pas de 15h00 à 17h00. Je sais bien que vous essayez de faire au mieux, mais nous aussi, et ce serait agréable d'avoir des séances de 16h30 à 18h30, plutôt que d'avoir des séances qui commencent à 15h00 et qui nous font prendre, à nous miliciens, une bonne partie de l'après-midi. Néanmoins, les autres jours et heures nous semblent totalement cohérents et je vous remercie.

- **Mme Tinetta Maystre, Municipale**

C'est une erreur, en fait. L'horaire que l'on avait convenu ensemble, je crois que c'était 19h00, reste. On n'exclut évidemment personne, mais le personnel est attendu l'après-midi, la CUAT c'est plutôt le soir. Ce sont deux séances distinctes. Merci d'y avoir prêté attention et on le reconfirmera peut-être quand même.

- **M. Florian Gruber, PLR-PVL**

Je viens de regarder sur le programme de 1020 Spark, on arrive très vite sur des mots en latin : « lorem ipsum dolor ». Le programme marche bien jusqu'au 29 et à partir du 30, il y a des tests ; il faut peut-être revoir cette partie-là. Je m'attendais à ce que l'on ait un programme complet.

- **M. Oumar Niang, Municipal**

Je viens de le dire : le site internet doit être mis en place, avec le temps cela va venir. On est en avance par rapport à ce qui était prévu.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

6. Communications éventuelles de la Commission des finances

M. le Président invite M. Sylvain Richard, Président-rapporteur, à faire lecture de son rapport profite de saluer l'arrivée de Mme Anne Lafond de Lormel, Secrétaire municipale adjointe, M. Michel Veyre, Secrétaire municipal et M. Michaël Perrin, Boursier communal.

- **M. Sylvain Richard**

La Commission des finances s'est réunie en séance ordinaire le lundi 19 juin 2023 à 18h30
A l'ordre du jour 2 rapports de dépenses imprévisibles et exceptionnelles hors budget, selon délégation de compétence à la Municipalité.

1. Gestion urbaine-Développement durable Subvention développement durable dépense hors budget de CHF 99'999.- TTC

En date du 22 décembre 2022, un rapport à la commission des Finances portant sur la situation du Fonds en 2022 a été remis. Le présent rapport vient confirmer la tendance de la nette hausse des demandes de subventions pour le développement durable en 2023. Dans ce contexte particulier, la Municipalité a décidé, lors de la séance du 20 mars 2023 :

- De déroger en 2023 à l'article 4 des Directives du Fonds pour le Développement durable en permettant l'utilisation par le Fonds de la taxe sur l'électricité perçue en cours d'année ;
- D'autoriser un dépassement budgétaire de CHF 99'999.- du compte N° 3640.3666.01 – Subventions développement durable, et de porter ainsi le budget annuel du compte de CHF 230'000.- à CHF 329'999.- ;

L'objectif de ces décisions est de permettre de subventionner les demandes de 2022 mises en attente et de répondre favorablement, dans la mesure du possible, aux nouvelles demandes.

Le Service GUDD et la Commission du Fond pour le Développement Durable travaillent sur de nouvelles sources de financement du Fond pour le Développement Durable pour le futur.

Vous l'avez compris l'épisode 3 de cette saga arrivera bientôt devant notre Conseil.

2. Comme indiqué dans le communiqué de la municipalité :

1020 SPARK prendra ses quartiers sur le parking du Censuy. Les incidences financières **avec** dépassement budgétaire pour la Ville de Renens sont les suivantes :

- compte no 6500.3189.00 Honoraires et prestations de tiers pour activités physiques et sportives CHF 10'000.-
- compte no 5100.3653.01 Subventions diverses pour animations culturelles : CHF 5'000.-,
- compte no 6500.3101.01 Imprimés pour la communication-promotion du projet, CHF 2'500.-,

Après les explications d'usage la CoFin a pris bonne note des ces 2 rapports et n'a formulé aucune remarque.

Le reste de la séance a été dédié à la présentation de la NPIV 2025.....la NP quoi ? C'est quoi cette nouvelle abréviation barbare ? Il s'agit de la Nouvelle Péréquation Intercommunale Vaudoise qui entrera en vigueur en 2025.

Selon le tableau présenté par le Canton nous faisons partie des quelques Communes "perdantes" environ -72'000 Frs/an

Pour paraphraser notre boursier : cette NPIV est facile à comprendre mais difficile à projeter. La grille de répartition retenue offre un maillage défavorable à Renens.

Le principal critère de répartition, le frs/habitant, s'il est facilement compréhensible par le citoyen, ne semble pas aussi équitable qu'il n'y paraît.

Ce soir, c'est les compte 2022 qui requièrent notre attention, je ne m'attarde pas davantage sur ce sujet complexe. Néanmoins si vous souhaitez plus d'informations, le site www.vd.ch/npiv et les membres de la CoFin rattachés à vos groupes sont à votre disposition.

La Présidence 2023-2024 sera assurée, selon le tournus établi, par notre collègue Fourmi rouge Philippe Hertig.

Je tenais également à dire ici le plaisir que j'ai eu à présider cette CoFin 2022-2023.

A vous "mes" commissaires, merci pour la richesse de nos débats et d'avoir su garder comme seule boussole les intérêts de notre population.

Notre commission a un bel équilibre. Les plus anciens apportent expérience et sagesse alors que les "nouveaux" amènent un regard différent et une volonté indéfectible de comprendre les rouages, parfois complexes, de notre Ville.

Une commission des finances ne serait rien sans un service des Finances performant et impliqué. Un merci particulier à celui que les autres Communes du canton nous envient : notre excellent Boursier, M. Michael Perrin. Il est toujours aux cotés des diverses autorités pour vulgariser une thématique complexe, décoder les enjeux financiers d'un projet et conseiller sur les options envisageables. Lorsque le sujet traité devient politique il sait s'effacer et c'est une capacité fort appréciable.

Et enfin merci à Jean-François Clément en sa qualité de Municipal des Finances. Notre chef d'orchestre, garant de la cohérence d'ensemble. Il est à la recherche permanente de solutions pour financer les ambitions Renanaises au mieux.

M. le Président remercie M. Richard pour son rapport et ouvre la discussion :

La parole n'étant pas demandée, M. le Président remercie M. Richard et la commission des Finances pour leur travail et passe au point 7 de l'ordre du jour.

7. Communications éventuelles de la Commission d'urbanisme et d'aménagement du territoire (CUAT)

M. Le Président passe la parole à Mme Muriel Rossel, Présidente de la commission :

- **Mme Muriel Rossel, PSR**

La Commission Urbanisme et Aménagement du Territoire (CUAT) s'est réunie le jeudi 1^{er} juin 2023 à 20h. Nous avons été accueillis dans les bureaux de la « fabrique de Malley » par Mme Tinetta Maystre, Municipale, qui nous a présenté M. Thibaud Arm, urbaniste, chef de projet et qui est l'un des 4 employés de la Fabrique de Malley. Le seul sujet à l'Ordre du Jour était la présentation aux commissaires du quartier de Malley. En voici un bref résumé :

Nous avons commencé par découvrir la maquette du quartier. Ensuite Mme Maystre nous a rappelé que les prémices concernant le quartier de Malley datent d'il y a plus de vingt ans (2002). Un préavis majeur a été celui de la création de la Fabrique de Malley, en 2018. Pour rappel, cette entité est financée à 50% par Renens et 50% par Prilly. Cette fabrique avait été créée pour une durée minimum de 5 ans (2019-24). Au vu de la satisfaction qu'elle apporte aux deux Communes, il est prévu de proposer une prolongation de l'activité de la fabrique par le biais d'un prochain préavis.

M. Arm nous a alors présenté divers aspects de Malley :

Malley, qui est un « lieu-dit », est un site stratégique du PALM (plan d'aménagement Lausanne-Morges). En fait il s'agit d'une « friche », ce qui signifie que ce lieu est déjà partiellement construit et qu'il a hébergé des industries qui ont pu laisser des pollutions importantes. Ceci complique passablement l'avancée des projets. Les deux propriétaires principaux sont les CFF et la Ville de Lausanne. Malley a son propre schéma directeur, le SDIM (schéma directeur intercommunal de Malley) et bénéficie de subventions cantonales. Une des idées phare dans la gestion de ce projet est de ne pas tenir compte de la frontière entre les 2 Communes, afin d'avoir une cohérence d'organisation globale du lieu pour organiser au mieux ce nouveau quartier située autour d'une gare. Une fois le plan accepté, quelques remaniements de frontière ont déjà eu lieu, afin qu'un bâtiment soit entièrement sur une seule Commune.

Il y a 4 zones distinctes :

1. **Centre sportif**, soit la piscine-patinoire « Vaudoise-Arena »
2. **Viaduc** : La région au nord des voies CFF, jusqu'à la route de Lausanne (cinéma + Malley-phare (en construction), Badminton et future Tour Tilia). Cette zone est entièrement sur Prilly.
3. **Malley-gare** : actuellement en construction par les CFF (la place de la gare et un bâtiment-tour sur Prilly / la place de Malley et deux bâtiments sur Renens).
4. **Malley-gazomètre** (majoritairement sur Renens mais aussi sur Prilly).

Malley- gazomètre

Cette 4^e partie a pris du retard en raison des soucis liés à la pollution des sols. Le propriétaire (la ville de Lausanne) a dû faire des compléments d'études en vue d'un assainissement du lieu. Il semble que les nouvelles soient plutôt rassurantes. Les études concernant les projets d'aménagement de cette zone ont repris en 2022. Le plan d'affectation sera probablement soumis au Conseil Communal en 2025 avec pour but la construction entre 2027 et 2030. Le retard a permis de modifier légèrement les premiers projets et de mieux respecter les besoins liés au climat (p.ex. maintien de la petite forêt et d'une rangée d'arbre). Ce quartier a pour objectif d'être « exemplaire » avec le Label « site 2000 W » (qui va changer de nom). Les lignes directrices du quartier sont :

- la mixité sociale,
- la mixité activités/logements,
- un réseau de mobilité douce
- peu de place à la voiture (pas de place de parc en surface, ratio bas « place parc/logement »).

Concernant les logements, Renens va poser des exigences de ratio par rapport aux divers types :

- LLA (logement loyer abordable) min 35 %
- LLM (logement loyer modéré) min 15%
- PPE min 15%.

Le site va comprendre une école primaire intercommunale de 18 classes, une APEMS, des garderies communales, le théâtre TKM, un grand parc public. Concrètement, le propriétaire (Ville de Lausanne) va faire des appels d'offres à des investisseurs puis il y aura des concours d'architecture sur chaque lot. La construction de l'Av. de Malley se fera en trois tronçons. Le premier va commencer dès que les travaux de la zone « Malley-gare » le permettront. Un premier préavis pour un crédit d'ouvrage arrivera probablement au Conseil Communal à fin 2023. Cette

avenue (à laquelle les voitures auront accès) donnera priorité à la mobilité douce. Actuellement « La Fabrique de Malley » gère également l'animation sur le site « Malley-gazomètre » par le biais de la « Maleytte » dans l'attente du début des travaux.

La CUAT tient encore à remercier vivement Mme Maystre et M. Arm pour l'accueil qui lui a été fait. Les informations et explications à propos de Malley ont été fort riches et seront utiles au Conseil Communal.

Pour votre information, la CUAT sera présidée par l'UDC dès le 1^{er} juillet, soit par M. Ignacy Wilczynski.

M. le Président remercie Mme Rossel et ouvre la discussion :

- **M. Richard Neal, PSR**

Une question pour la Municipalité, d'ordre général, par rapport à Malley : Il y a un grand bout de Malley qui est propriété, comme l'a annoncé notre Collègue, de Lausanne. Cela date, je pense de l'époque où il y avait les abattoirs. Est-ce que ce serait envisageable que Prilly et Renens rachètent ces terrains pour que Renens appartienne à Renens et Prilly à Prilly ?

- **Mme Tinetta Maystre, Municipale**

On va déjà tenter d'acheter le terrain pour notre future école. Lausanne est propriétaire bien au-delà de ses frontières communales et ils disent régulièrement qu'ils ne vendent jamais, ils gardent et préfèrent après avoir des droits distincts et permanents. Lausanne est simplement propriétaire comme le sont d'autres propriétaires immobiliers. Ils ne souhaitent pas vendre du tout. Par contre, on a obtenu, et ça on le verra dans la suite de nos travaux, de pouvoir acheter le terrain pour faire l'école et, ce, à un prix d'utilité publique, on l'espère. Donc, on les a comme propriétaire en partenariat pour faire ce plan d'affectation.

- **M. Richard Neal, PSR**

Dans ce cas-là, cela m'amène à une 2^{ème} question : s'il y a une urgence, style un incendie, est-ce que c'est Lausanne ou est-ce que c'est Renens qui intervient ? Et si c'est Renens qui intervient, est-ce que Lausanne, en tant que propriétaire d'un terrain situé sur la Commune de Renens paie des impôts de propriétaire comme n'importe quel propriétaire de maison etc....

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Je prends la parole pour dire qu'effectivement, ce quartier de Malley, nous sommes Commune territoriale et on travaille avec les propriétaires, quels qu'ils soient. En fait, Lausanne et les CFF sont propriétaires comme le seraient M. Dupont ou Mme Desfleurs. Et avec eux, on a des projets, on fait ceci, l'idée c'est qu'après, comme l'a dit Mme Maystre, on puisse y a porter des structures, vivre ensemble indispensable, comme les écoles, un lieu communautaire et d'autres choses... On veille à la qualité des constructions, on veille aussi à ce que les logements soient des logements à des prix abordables pour des habitantes et des habitants qui n'ont pas forcément des grands revenus, on a mis un taux de LUP (Logement d'Utilité Publique) qui est relativement élevé. On négocie tout cela, la qualité des lieux, on impose aussi qu'il y ait de l'industrie, de l'artisanat, des places de travail. Mais on n'est pas en capacité de faire faire plus.... C'est énorme ce que l'on fait et s'agissant, dès lors qu'il s'agit d'un territoire communal, ce sont les services communaux qui interviennent, que ce soit la POL, le SDIS ; l'administration. C'est une même Commune en fait, une Commune territoriale. On découvre ce quartier. Pendant longtemps, on l'a un petit peu laissé, on s'en est un peu trop peu préoccupé, maintenant on a ce magnifique centre sportif de Malley, avec les propositions sportives qui sont juste exceptionnelles. C'est à nous, c'est chez nous. Et

le Takin va être maintenu, la boule à gaz aussi, mais on n'est pas en capacité d'acheter. Même si ce terrain était à vendre, il faudrait ensuite voir quels sont les tarifs pratiqués et savoir s'ils sont dans nos capacités financières. Mais oui, on veille à la qualité... oui, on sera bien à Renens demain, même si Lausanne possède le terrain et on va travailler à ce qu'éventuellement une de nos coopératives d'habitations puisse être propriétaire et puisse construire des lots qui se feraient là-bas, c'est un peu ce que nous sommes en capacité de faire aujourd'hui.

- **M. Naim Smakiqi, PSR**

J'ai juste une petite question par rapport au quartier de Malley : Vous avez dit qu'il y aura des logements à prix abordables, est-ce que vous pouvez me donner un pourcentage ce soir, ou la prochaine fois, combien de pourcent vous comptez faire les prix abordables et si la Commune de Prilly fait la même chose ?

- **Mme Tinetta Maystre, Municipale**

Ce qui est projeté aujourd'hui, mais ce n'est pas terminé et les négociations sont en cours, c'est de prévoir 50% de LUP et à Prilly, à priori la même chose. Mais, comme dit, c'est encore en travail avec le propriétaire et la Ville de Lausanne qui reste propriétaire. Mais c'est l'ordre de grandeur que l'on prévoit.

- **M. Naim Smakiqi, PSR**

Si j'ai bien compris, c'est 50%, vous dites ?

- **Mme Tinetta Maystre, Municipale**

Oui.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close. M. le Président remercie Mme Rossel et les membres de la commission pour le travail effectué et passe au point 8 de l'ordre du jour.

8. Communications éventuelles de la Commission régionale et intercommunale (CRI) et rapport(s) éventuel(s) des membres de conseils intercommunaux – art. 41 du Règlement du Conseil communal

M. le Président passe la parole à M. Pierre Borloz, Président de la CRI :

- **M. Pierre Borloz, PSR**

Les membres de la CRI se sont réunis le 7 juin dernier. Cette séance portait essentiellement sur les divers rapports des organisations régionales membres de la CRI.

Seulement 10 membres étaient présents, 5 excusés, les autres inconnus. Aucun de ceux-ci ne faisaient partie soit des Taxis soit de l'ARASOL. Le rapport de la POL ayant été fait lors de la dernière séance du conseil. Nous avons pris connaissance du rapport de l'ORPC.

Nous avons à nouveau évoqué le problème de communication entre les divers groupes membres. Il m'a été demandé de contacter Mme la Préfète afin de s'assurer de la bonne lecture et compréhension de la loi.

Après contact téléphonique et mail de confirmation avec cette dernière, il ressort que les membres de la CRI ne peuvent communiquer entre les groupes au sujet des budgets, comptes et autres informations.

De ce fait nous nous posons la question de la validité, de la nécessité ainsi que de l'opportunité de cette commission. C'est pourquoi il est demandé au bureau du conseil de réunir les chefs de groupe afin de décider de la continuation ou non de cette commission.
Une proposition peut être faite sur une organisation différente.

En l'absence de M. Guedes, je vais vous lire son rapport sur l'organisation de la Protection civile

Rapport de l'ORPC

L'association intercommunale de l'organisation régionale de la protection civile de l'ouest lausannois s'est réunie au collège de la Plaine à Chavannes-près-Renens le 16 mai 2023 afin de voter les comptes et rapport de gestion pour l'année 2022.

Les comptes 2022 ont été marqués par de grands flux financiers au niveau des facturations et de paiements de soldes.

Ceci est dû au fait que l'ORPC ROL a été grandement sollicitée pour l'appui de la Protection Civile de Lausanne au niveau de l'accueil des réfugiés de la guerre en Ukraine.

L'ORPC ROL a également pour la première fois facturé l'engagement de son personnel pour l'évènement « Cap sur l'Ouest ».

Toutes les questions posées par la représentation de Renens ont été répondues de manière précise, détaillée et à notre entière satisfaction.

C'est à une très forte majorité que les comptes et le rapport de gestion pour 2022 ont été approuvés et adoptés par l'ensemble de la commission ORPC.

Malheureusement, le PV de cette séance n'a pas encore été reçu.

Plan Tetris

Los de cette même séance du 16 mai 2023 la CODIR de l'OPRC nous a fait une brève présentation de futures réformes qui seront faites au niveau organisationnel de la Protection civile.

2 plans organisationnels avaient été proposés aux cantons par la confédération :

1. Regroupement de la direction et commandement au niveau fédéral avec un commandement unique pour toute la PC à Berne.
2. Regroupement de la direction et commandement au niveau de chaque canton avec un seul et unique commandement.

La première proposition a été tout de suite refusée par tous les cantons qui préféraient garder leur autonomie au de l'organisation pour chaque canton.

La deuxième n'a pas non-plus été bien accueillie par tous les divers organismes de la protection civile.

Fort de ce constat, les CODIR des différentes organisations de la protection civile du canton de Vaud ont travaillé afin de proposer un projet plus viable et qui permettent à chaque corps de garder une certaine autonomie et aux Communes de pouvoir garder un certain pouvoir décisionnel.

C'est ainsi que le projet suivant a été soumis au canton :

Chaque corps reste comme actuellement avec son comité de direction et son organisation, et en cas d'évènement majeur, celui-ci se regroupera avec un corps voisin afin de ne former plus qu'un seul bataillon sous le commandement d'une seule direction.

Ce contre-projet, permet ainsi aux différents corps de garder une meilleure proximité et connaissance qui est propre à leur territoire

Pour l'ORPC ROL, celui-ci se regroupera avec la protection civile de Lausanne en cas d'évènement majeur.

Ce projet est soutenu par l'ensemble des CODIR de la protection civile du canton de Vaud.

Le choix final de la nouvelle réorganisation devra être bientôt communiquée par les autorités cantonales.

En l'absence de M. Taaroufi, retenu sur son lieu de travail pour des raisons imprévues de rupture de serveurs, je vous lis également son rapport de l'Arasol :

Rapport de l' Arasol

Le conseil intercommunal de l'ARASOL s'est réuni le mardi 13 juin à Ecublens. Il a assermenté deux nouveaux membres dont moi-même. Il m'a aussi élu à la commission de gestion.

Le Comité directeur de l'ARASOL nous a informé que les problématiques d'accès au logement était au centre de ses préoccupations. Le nombre d'expulsions ne cesse d'augmenter dans notre région. L'ARASOL demande un suivi de ces situations dans le but de trouver des solutions de relogement pour notre population. La CODIR cherche un logement qui regroupera les collaboratrices et collaborateurs de l'ARASOL. Les locaux actuels de la CSR et les bureaux de la rue de l'Eglise-Catholique 3 deviennent exigus.

Le canton a augmenté sa dotation en personnel pour le logement. Un audit aura lieu à l'ARASOL suite au départ prévu de trois personnes en retraite l'année prochaine.

Le conseil intercommunal a voté sur les objets suivants :

1. Il a accepté à l'unanimité les conclusions du rapport de la Commission de gestion sur les activités 2022 de l'ARASOL en émettant un vœu spécifique, à savoir d'informer dans la mesure du possible le Conseil intercommunal de :
 - l'évolution de l'âge moyen des bénéficiaires du RI
 - du nombre de non recours parmi les seniors sur le territoire de l'ARASOL qui ont droit aux prestations complémentaires
2. Il a accepté à l'unanimité les conclusions du rapport de la Commission de gestion sur les comptes 2022 de l'ARASOL. Les principaux points de ce rapport étaient :
 - l'intégralité de la prise en charge des activités de l'agence et du CSR par le canton,
 - l'implémentation de la Porte d'Orientation sociale,
 - la baisse continue des dossiers de l'aide sociale avec pour conséquence un frein sur les dépenses,
 - les montants excédentaires de l'exercice 2022 ont tous pu être réaffectés avec l'accord du canton aux différents fonds de réserve.
3. Il a accepté le Préavis N° 1 – 2023 et ses conclusions sur la convention de collaboration entre la Commune de Renens et l'ARASOL pour la détermination de l'octroi de la prestation AIL (Aide Individuelle au Logement)

Dans la dernière partie de la séance,

- le conseil intercommunal a mis sur pied un groupe de travail pour une mise à jour des statuts de l'ARASOL
- le directeur a présenté un premier bilan suite à l'ouverture de la POS (Porte d'Orientation Sociale)
- enfin il a procédé à la nomination du bureau et de la secrétaire du Conseil intercommunal jusqu'en 2024

• **M. le Président**

Merci M. Borloz, je cède la parole à M. Dieudonné Ngoy Muvumbu pour son rapport pour l'Association de Communes pour la réglementation des taxis.

• **M. Dieudonné Ngoy Muvumbu, PSR**

Rapport des taxis

Le conseil intercommunal des taxis s'est réuni le 3 mai en voici le compte rendu :

L'ordre du jour ayant été modifié suite au poste vacant du vice-président par la démission d'un de notre collègue du conseil communal de Renens qui occupait ce poste, il a été procédé à l'élection d'un nouveau vice-président en la personne de M. Jean-Claude Favre de Pully et vu qu'il était le seul candidat à se présenter, il a été élu par acclamation à l'unanimité par l'assemblée. Lors de ce conseil, nous avons traité deux préavis de la commission de gestion dont le préavis 6/2021-2026 et le préavis 7/2021-2026,

Les statistiques faites dans le préavis 6/2021-2026 ont été bonnes plus de 7% par rapport à l'année dernière sur les courses effectuées par les taxis rattachés au central d'appel taxis service Sarl, mais une question a été posée sur la provenance de ces chiffres et si l'application est bien utilisée en comparaison au nombre faible de courses qui ont été attribuées par le biais de l'application par rapport au nombre total de courses.

Par la réponse du président, ces chiffres proviennent de la compagnie taxi service qui distingue les deux types de distribution de courses (via le central et l'application).

Pour le préavis 7/2021-2026 M. Veraguth souhaitait connaître les questions posées lors de la commission de gestion.

Le vice-président informe que les différents postes et les aides financières apportées par la ville de Lausanne en raison de la pandémie ont été discutées.

La parole n'étant plus demandée les deux préavis rapport de gestion 2022 et compte de l'exercice 2022 ont été approuvés à l'unanimité.

Dans les divers il y a eu quelques questions posées concernant La circulation pour taxis dans toutes les rues des localités en rapport avec la problématique des personnes à mobilité réduite et la loi sur le Co2

En ce qui concerne la première question de l'accessibilité de certaines zones aux taxis, cette question doit être traitée par des Communes membres étant donné que l'usage du domaine public est de leur unique compétence. Et M. Kurt informe l'assemblée que la municipalité de Prilly a décidé de faciliter l'accès aux taxis pour les personnes à mobilité réduite et crée des places de parc dans le quartier de Mont-Goulin.

Pour la loi sur le Co2, Une collègue a posé la question à quand est ce que la loi sur l'émission du Co2 à 118 g/km entrera en vigueur et a souhaité savoir quels sont les prérequis pour devenir chauffeur de taxi.

Au fait en ce qui concerne la loi sur le Co2, tous véhicules affectés à un service de taxi, ne devront plus émettre du Co2 d'ici au 1 juillet 2025, toutefois, il y aura une prolongation de délai au 1 juillet 2027 pour les véhicules affectés entre le 1 juillet 2019 et le 1 juillet 2021.

Et dès le 1 juillet 2025 le contrôle sera effectué systématiquement lors du renouvellement des concessions, ainsi que lors de l'affectation d'un nouveau véhicule au service de taxi.

Concernant les prérequis pour devenir chauffeur de taxi, ces prérequis sont exclusivement fixés par la loi cantonale, en remplissant les conditions cantonales qui sont des compétences en matière de conduite, de linguistique et de connaissances de réglementations cantonale et fédérale.

M. le Président remercie M. Ngoy Muvumbu ouvre la discussion sur ce point 8 :

La parole n'étant pas demandée, la discussion est close. M. le Président remercie M. Borloz et tous les membres des commissions pour le travail effectué et passe au point 9 de l'ordre du jour.

9. Changement de la composition des commissions permanentes et des commissions intercommunales

M. le Président annonce que le bureau a reçu les changements suivants au sein des commissions :

Commission	Sortant	Entrant
Taxis	André Cordeiro (UDC)	Stéphane Montabert (UDC)
Pétitions	André Cordeiro (UDC)	Roland Delapierre (UDC)
Arasol	Lysiane Adamini (Les Vert.e.s)	Colette Racloz (Les Vert.e.s)
POL	Jeton Hoxha (PSR)	Chiara Storari (PSR)
ORPC	Jeton Hoxha (PSR)	Jean-François Jeanrichard (PSR)

Il ouvre la discussion :

La parole n'étant pas demandée, il clôt ce point et passe au point 10 de l'ordre du jour.

10. Comptes communaux – Exercice 2022

- a) de l'Entente intercommunale Mèbre-Sorge ;
- b) de la station d'épuration des eaux usées et de traitement des boues de l'agglomération lausannoise "STEP" ;
- c) de l'Entente intercommunale SDIS Malley Prilly-Renens ;
- d) de la Ville de Renens ;

Avant de donner la parole à M. Sylvain Richard, Président de la Commission des finances, je vous rappelle que les comptes sont régis par les articles 106 à 112 du règlement du Conseil communal. D'autre part, étant donné que le rapport a été envoyé à chaque Conseiller, M. Richard lira un résumé de son rapport. Par la suite, il sera examiné dans l'ordre suivant, les comptes de :

- l'Entente intercommunale Mèbre-Sorge,
- les comptes de la Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées de Vidy,
- les comptes de l'Entente intercommunale SDIS Malley Prilly-Renens
- et les comptes de la Ville de Renens, dicastère par dicastère.

Finalement, une discussion générale sera ouverte une dernière fois sur l'ensemble des comptes.

M. Richard, je vous cède la parole.

• **M. Sylvain Richard, Président de la COFIN**

Entre le 24 et le 26 avril 2023, la Commission des Finances a tenu 3 séances pour examiner les comptes 2022 de :

- la Commune de Renens
- l'Entente intercommunale Mèbre-Sorge
- Service Défense Incendie et Secours Malley
- la Commission intercommunale de la STEP

En préambule : La CoFin relève l'homogénéité et l'exceptionnelle qualité des commentaires en regard des postes présentant des écarts significatifs ou justifiant une explication particulière. Merci à tous les employés communaux ayant œuvré à la rédaction de ces textes.

Les comptes 2022 de la Commune de Renens présentent un excédent de revenus de CHF 349'995.75.

La marge d'autofinancement opérationnelle dégagée s'élève à CHF 7'244'453.13 à laquelle s'ajoutent CHF 2'756'704.60 de revenus extraordinaires, portant ainsi la marge d'autofinancement

total à CHF 10'001'157.73 par rapport au budget, qui prévoyait un excédent de charges de CHF 5'271'200.00. L'amélioration constatée s'élève à CHF 5'121'695.00

La Ville n'a pas eu besoin de recourir à l'emprunt en 2022. Les investissements se sont élevés à un peu plus de CHF 11 millions

La dette par habitant subit une légère augmentation de CHF 1'703.00 à CHF 1'715.00 Les investissements réalisés en 2022 sont inférieurs à la planification établie pour des raisons hors du champ de contrôle de la Municipalité. Ils ne sont que repoussés et la dette va augmenter ces prochaines années.

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION

La CoFin remarque une forte variabilité entre budget et comptes. Il ne serait pas souhaitable que les gros projets masquent d'autres besoins et génèrent un retard dans les investissements

Le débat a aussi porté sur les cadres politique actuels, la question centrale étant : quel est notre réelle autonomie communale d'un point de vue financier ?

La CoFin a pris les paris mais n'a pas pu répondre précisément à cette question. La commission souhaite qu'un indicateur soit mis en place à l'heure de l'intercommunalité et de la "cantonalisation" il est utile d'avoir des indicateurs simples mais représentatifs.

Cautionnements "Cité Derrière et Locacop" :

Au 31.12.2023, les cautionnements pour les coopératives Cité-Derrière et Logacop, ne sont toujours pas en adéquation avec les préavis qui les ont autorisés. Toutefois, la Municipalité a entrepris plusieurs démarches pour régulariser cette situation plus complexe que prévue

La CoFin voit d'un bon œil les démarches entreprises mais souhaiterait aller plus loin. Cette thématique délicate fera l'objet d'une séance de réflexion en fin d'année entre le Municipal, le Chef du service des Finances et la Commission.

DÉTERMINATIONS DE LA COMMISSION

- C'est à l'unanimité que la COFIN accepte les comptes 2022 de l'Entente intercommunale Mèbre-Sorge
- C'est à 8 voix et 1 abstention que la COFIN accepte les comptes 2022 de la STEP
- C'est à l'unanimité que la COFIN accepte les comptes 2022 du SDIS Malley
- C'est à l'unanimité que la COFIN accepte les comptes 2022 de la Commune de Renens

- **M. le Président**

Merci M. Richard, nous allons pouvoir procéder à l'examen des comptes en commençant par

L'Entente intercommunale Mèbre-Sorge – p. 184 à 186

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

La Commission intercommunale de la Station d'épuration des eaux usées de Vidy – p. 187 à 211

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

L'Entente intercommunale SDIS Malley Prilly-Renens – p. 212 à 223

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Comptes de la Ville de Renens

Nous allons débiter avec le préambule (les pages roses) de 1 à 22

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Administration générale, informatique et sécurité – p. 2a à 10b

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Finances – p. 11a à 15b

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Centre technique communal – Bâtiment, domaines et logement – p. 16a à 46b

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Gestion urbaine et développement durable – p. 47a à 51b

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Urbanisme, mobilité et infrastructures – p. 52a à 55b

- J'ouvre la discussion – la discussion est close – la parole n'est pas demandée

Culture, jeunesse et affaires scolaires – p. 56a à 70b

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Sport, intégration et ressources humaines – p. 71a à 77b

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Enfance et cohésion sociale – p. 78a à 99b

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Comptes de fonctionnement par nature (pages vertes) p. 100 à 103

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Comptes d'investissements (pages roses) p. 104 à 146

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Bilans comparés (pages violettes) – p. 147 à 158

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Inventaire des titres et des immeubles (pages vertes) p. 159 à 169

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

Cautionnements et engagements (pages vertes) p. 170 à 175

- J'ouvre la discussion – la parole n'est pas demandée – la discussion est close

J'ouvre une dernière fois la discussion générale sur l'ensemble des quatre comptes

- **M. Vincent Keller, Fourmi rouge**

Comme chaque année, nous nous retrouvons en juin pour voter les comptes communaux ainsi que les trois autres comptes relevant des ententes intercommunales. Comme chaque année, la Commission des finances remercie vivement le Boursier communal, qui a été cité, mais ils n'ont pas cité son adjointe, Mme Laurence Favre, alors je me permets de le faire, je la remercie aussi pour son excellent travail tout au long de l'année ainsi que pour les réponses extrêmement précises aux diverses questions que la Commission des finances pose tout au long de l'examen des comptes. Le groupe Fourmi rouge s'associe pleinement à ces remerciements complets. Le Président de la Commission des finances l'a écrit dans son rapport et il l'a redit ici lors de la présentation de son rapport, une grande partie de la délibération de la Commission des finances a porté sur la très mal nommée « autonomie communale » s'agit-il de parler d'autonomie communale ou d'autonomie financière communale ou encore autonomie fiscale communale ? ce

dont on peut être sûr à la lecture attentive des comptes, et c'est ce que l'on a fait à la Commission des finances et c'est ce que vous avez fait en tant que Conseillers communaux, c'est que le ratio entre les charges et revenus, sous contrôle total de Conseil et ceux qui en sont indépendants, se résume à peau de chagrin. Entre les éléments qui dépendent de conventions, de contrats entre les Communes ou entre les Communes et le Canton, les restant ne représente pas une très grande part. A titre personnel, j'ai parié sur une fourchette haute, 30% je pense que je suis trop généreux, je pense que c'est encore un peu plus bas. Donc, vivement que la Commission des finances soit nantie de cet indicateur dont le Président de la Commission des finances a parlé lors de la présentation de son rapport. Oui, mais voilà.... Le problème c'est que certaines de ces dépenses dépendent des décisions purement cantonales. Mais ces décisions ont une influence majeure sur nos finances à nous. Je prends par exemple les attaques majeures de la droite et des Communes de droite sur la fiscalité, lorsqu'on joue avec les ficelles cantonales, je parle de l'impôt cantonal, alors, par différents mécanismes de report, cela concerne aussi les Communes et, par conséquent les finances de notre Commune. Sans impôt, il n'y a pas de politique communale, l'impôt heureux, nous y croyons, mais pour qu'il soit heureux, il faut forcément qu'il soit égalitaire. Vous me connaissez, Mesdames, Messieurs, parfois je me répète beaucoup. Mais je crois bien que parfois il faut répéter les choses et certains éléments que je trouve importants, notre groupe, le groupe Fourmi rouge milite fortement pour un taux unique d'impôt communal. Nous ne remettons pas en cause la péréquation, même si vous entendrez probablement encore l'une ou l'autre des Conseillères et Conseillers communaux Fourmi rouge si la fameuse NPIV, la nouvelle péréquation intercommunale vaudoise ne favorise pas les Communes comme la nôtre, qui souhaitent fortement mettre en œuvre des initiatives et des politiques publiques communales. On peut vouloir, c'est un choix, thésauriser des revenus pour favoriser une population riche et aisée pour qu'elle le soit encore plus, ce n'est pas notre boussole. Le groupe Fourmi rouge travaille pour les plus précaires, pour celles et ceux qui sont oubliés du système, pour l'ensemble des plus faibles qui passent sous les radars. La Commune de Renens travaille pour elles et pour eux et c'est notre boussole, c'est ça que nous estimons être de gauche et c'est ce que nous sommes. Le groupe Fourmi rouge acceptera les comptes communaux ainsi que les trois comptes intercommunaux.

- **M. Le Président**

La discussion est toujours ouverte, la parole n'étant plus demandée, M. Richard, je vous prie de lire les conclusions.

- **M. Sylvain Richard**

Conclusions

LE CONSEIL COMMUNAL DE RENENS

Vu le projet présenté par la Municipalité,

Oui le rapport de la Commission des finances,

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

ADOpte les comptes arrêtés au 31.12.2022 de :

- 1) l'Entente intercommunale Mèbre-Sorge ;
- 2) la Commission intercommunale de la Station d'épuration des eaux usées de Lausanne-Vidy (STEP) ;
- 3) l'Entente intercommunale SDIS Malley, Prilly-Renens ;
- 4) la Ville de Renens présentant un excédent de revenus de CHF 349'994.75.

- **M. le Président**

Entente intercommunale Mèbre-Sorge

Celles et ceux qui acceptent les comptes de l'Entente intercommunale Mèbre-Sorge le fond par un levé de main

Celles et ceux qui les refusent

Celles et ceux qui s'abstiennent

C'est à l'unanimité que les comptes de l'Entente intercommunale Mèbre-Sorge sont acceptés.

Commission intercommunale de la Station d'épuration des eaux usées de Vidy

Celles et ceux qui acceptent les comptes de la Commission intercommunale de la Station d'épuration des eaux usées de Vidy le fond par un levé de main

Celles et ceux qui les refusent

Celles et ceux qui s'abstiennent

C'est à l'unanimité que les comptes de la Commission intercommunale de la Station d'épuration des eaux usées de Vidy sont acceptés.

Entente intercommunale SDIS Malley Prilly-Renens

Celles et ceux qui acceptent les comptes de l'Entente intercommunale SDIS Malley Prilly-Renens le fond par un levé de main

Celles et ceux qui les refusent

Celles et ceux qui s'abstiennent

C'est à l'unanimité que les comptes de l'Entente intercommunale SDIS Malley Prilly-Renens sont acceptés.

Ville de Renens

Celles et ceux qui acceptent les comptes de la Ville de Renens

le fond par un levé de main

Celles et ceux qui les refusent

Celles et ceux qui s'abstiennent

C'est à l'unanimité que les comptes de la Ville de Renens sont acceptés.

La Municipalité souhaite-t-elle prendre la parole ?

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Effectivement ce résultat que vous validez à l'unanimité, c'est un long travail, mais c'est un travail collectif. Et ce travail débute lorsqu'on fait le budget et que l'on fait les équilibres, les arbitrages des postes. J'aimerais saluer le travail de mes collègues Municipales et Municipaux, de l'Administration et des collaborateurs de terrain, qui, toutes et tous finalement, lorsqu'on a posé un budget, le respectent, s'attèlent à faire au mieux avec les ressources qui sont les nôtres. Et, oui, à titre personnel, je continue de penser que l'impôt reste un formidable moyen de

redistribution des richesses. Merci pour la pleine confiance que vous avez donnée à ces quatre comptes qui sont portés avec la plus grande des attentions.

- **M. le Président**

Merci M. le Syndic, j'en profite pour remercier M. Richard et la Commission des finances pour le travail effectué. Je clos ce point et passe au point 11 de l'ordre du jour.

11. Gestion – Exercice 2022

- **M. le Président**

Je vous rappelle que la Commission de gestion est régie par les articles 113 à 120 de notre Règlement. L'article 120 précisant que « Les réponses de la Municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le Conseil. S'il y a discussion, le Conseil se prononce sur le maintien de tout ou une partie de l'observation, mais sans pouvoir la modifier ».

Le rapport de la Commission de gestion, ayant été envoyé à chaque conseiller, ne sera pas dans son entier. À noter aussi que les remarques, les vœux et les observations maintenues de la COGEST ainsi que les réponses de la Municipalité y relatives feront partie du procès-verbal. Toutefois, le rapport de gestion reçu dans le courrier avec les documents pour la séance de ce soir ne sera pas repris dans son intégralité.

Nous procéderons de la manière suivante :

- M. Simon Favre donnera lecture de l'introduction du rapport de sa Commission. Pour chacune des observations maintenues par la COGEST, M. Favre donnera lecture du texte de l'observation,
- Je lirai la réponse de la Municipalité,
- La détermination de la COGEST sera lue par M. Favre

Chaque observation maintenue par la COGEST sera ouverte à la discussion et soumise au vote. À noter que la Municipalité a la possibilité de s'exprimer une dernière fois avant le vote. S'agissant des observations non maintenues par la COGEST, celles-ci ne seront pas lues, mais une discussion suivie d'un vote pourrait être demandée par un conseiller. À noter que, là aussi, la Municipalité a la possibilité de s'exprimer une dernière fois avant le vote.

Par la suite, j'ouvrira la discussion générale sur le rapport de la COGEST en priant les membres du Conseil de bien vouloir mentionner le numéro de la page concernée.

Finalement, la discussion sera ouverte sur le rapport de gestion de la Municipalité, à nouveau en priant les intervenants de mentionner le numéro de page concernée par leur éventuelle intervention. La dernière discussion avant le vote final sera la discussion générale sur la gestion de la Commune. Ce point de l'ordre du jour sera clos par le vote sur la gestion de l'exercice 2022 de la Ville de Renens.

J'invite M. Simon Favre, Président-rapporteur, à faire lecture de son rapport :

- **M. Simon Favre**

Pour cette législature la Commission de gestion est composée de Mesdames Elodie Golaz Grilli, Rosana Joliat, Maria Sisto (Présidente), Laurence Plattner, Angela Thode et Colette Racloz et de

Messieurs Robert Mulopo, Florian Gruber, Mehmet Korkmaz, Michele Scala, Ignacy Wilczynski, Simon Favre et Richard Neal.

La commission remercie M. Le Syndic, la Municipalité, les Chef.fe.s de services et les collaborateurs qui ont investi leur temps pour répondre, expliquer, développer et mener des réflexions avec nous sur les sujets présentés dans ce rapport. Il est souvent frustrant de ne pas pouvoir rendre compte sur quelques pages du travail colossal abattu pour rendre notre Commune toujours meilleure et malgré les quelques minutes dédiées aux observations maintenues, qui peuvent donner un sentiment d'insatisfaction, l'immense majorité de ce travail retrace la réussite des politiques volontaires de cette législature et des précédentes.

Enfin, la Commission de gestion a eu la chance de pouvoir accueillir de nouveaux membres qui se sont impliqués avec ferveur dans cet exercice. Une fois de plus, il nous a été possible de travailler en équipe soudée avec comme objectif le bien-être de la Commune et de ses habitants. Le travail de cette commission exige une implication continue sur des sujets couvrant souvent plusieurs années. Je remercie donc les membres pour leur implication et leur capacité à se passer le relais lorsque d'autres exigences viennent les accaparer.

Les échanges qui animent cette commission nous offrent une vision différente et riche du fonctionnement de la Commune et sont un véritable moteur dans notre engagement pour Renens.

- **M. le Président**

Merci M. Favre Favre, nous allons pouvoir passer aux observations :

Observation 2.1.1 (page 9) :

La commission considère que la recherche des informations est difficile. La commission estime nécessaire que le système de classement et de recherche des documents du conseil soit revu et amélioré.

Réponse de la Municipalité :

La réponse apportée à la Commission de gestion lors de sa venue faisait état d'un projet de refonte prochaine du site internet de la Ville de Renens. Celle-ci permettra notamment de retrouver l'entier des différentes interventions parlementaires plus aisément. Un moteur de recherche multicritères permettra des recherches par mots-clés. Il offrira également la possibilité de retrouver les objets que les Conseillères communales et les Conseillers communaux auront déposés. Et il va sans dire que les postulats déposés seront intégrés. Le préavis devrait être déposé durant le second semestre 2023.

La Cogest maintient son observation en attendant le préavis.

M. le Président ouvre la discussion, la parole n'étant pas demandée il met au vote l'observation 2.1.1

L'observation est maintenue à une large majorité

Observation 2.10.1 (page 16) :

La commission considère qu'il est nécessaire de rendre visibles les conditions de location et le calendrier pour la location des salles.

Réponse de la Municipalité :

Les conditions de location sont définies dans le Règlement de location et d'utilisation en ligne sur le site www.sallespectacles.renens.ch à l'exception des tarifs de location. Ces derniers pourraient effectivement apparaître sur le site à titre indicatif. Cependant, ils correspondent à une base à laquelle peuvent s'ajouter différentes prestations (technique, nettoyages, aménagement particulier) définies en étroite collaboration avec l'administrateur

La mise en ligne des disponibilités de la Salle de spectacles est actuellement en réflexion. La complexité liée à plusieurs espaces qui peuvent être utilisés simultanément (grande salle, buvette, deux salles de conférences) nécessite l'intervention de l'administrateur. En effet, afin d'éviter des incompatibilités d'usage (cérémonie de deuil à la buvette et spectacle scolaire avec 400 élèves dans la grande salle), il est précisé sur le site internet les démarches à effectuer pour valider une location, en particulier la prise de contact avec l'administrateur pour détailler la nature de la location. Ces éléments méritent une attention particulière dans la mise en place d'un agenda en ligne.

La Cogest maintient son observation. Une tarification et un planning de l'occupation, affichés en ligne, nous semblent indispensables.

M. le Président ouvre la discussion :

- **Mme Angela Thode, Les Vert.e.s**

En effet, je suis également pour le maintien de cette observation. En organisant différents événements, lorsque l'on fait une recherche sur différents sites, il est vraiment très difficile d'avoir des renseignements et on est obligé d'appeler et, à chaque fois, la personne en charge de ces salles doit donner à chaque fois des explications et ce serait beaucoup plus clair d'avoir des informations pour que l'on puisse se retrouver facilement et avoir des prix visibles.

La parole n'étant plus demandée M. le Président met au vote l'observation 2.10.1

L'observation est maintenue à une large majorité

Observation 2.11.1 (page 16)

La commission regrette que la municipalité ne saisisse pas l'opportunité offerte par les lieux de passage importants pour améliorer la visibilité des événements et manifestations du moment.

Réponse de la Municipalité :

La Municipalité reviendra prochainement auprès du Conseil communal avec un préavis relatif à l'affichage public. Celui-ci abordera notamment l'affichage culturel et celui en lien avec la prévention. Il est à noter que des autorisations sont délivrées ponctuellement par la Ville de Renens pour la pose de banderoles promouvant des événements aux abords de carrefours. La loi sur la circulation routière restreint également l'affichage aux abords des voies de circulation.

La Cogest maintient son observation en attendant le préavis.

M. le Président ouvre la discussion, la parole n'étant pas demandée il met au vote l'observation 2.11.1

L'observation est maintenue à une large majorité

Observation 2.11.2 (page 17)

La commission regrette que les habitants de Renens ne puissent pas profiter de cet espace vert plus de 3 mois par année et invite la municipalité à valoriser ce lieu durant toute l'année.

Réponse de la Municipalité :

Une réflexion est actuellement menée par la Société coopérative de la Piscine de Renens afin de valoriser au mieux les espaces verts du site et permettre ainsi au public d'en profiter tout au long de l'année.

La Cogest maintient l'observation.

M. le Président ouvre la discussion, la parole n'étant pas demandée il met au vote l'observation 2.11.2

L'observation est maintenue à une large majorité

Observation 3.2.2 (page 21) :

La municipalité indique avoir mené à bien les projets liés au fond RADIX. Pourquoi le travail effectué par les enseignants et les autres acteurs ne sont pas mis en avant ?

Réponse de la Municipalité :

Les remerciements à l'ensemble des acteurs pour leur implication et participation au projet seront faits lors des 3 inaugurations, en juin 2023. Durant ces manifestations, différentes activités liées au projet - telles que plantations de pots décorés par les élèves - seront organisées en plus de la partie récréative ainsi qu'un goûter offert. Les dépenses relatives sont également prises en charge par le budget Radix.

La Cogest maintient son observation et souhaite qu'en plus des remerciements oraux lors de l'inauguration, l'ensemble des acteurs fassent l'objet d'une mention écrite.

M. le Président ouvre la discussion, la parole n'étant pas demandée il met au vote l'observation 3.2.2

L'observation est maintenue à une large majorité

Observation 6.2.1 (page 34) :

La Cogest invite la municipalité à trouver des solutions pour inclure les acteurs locaux (commerçants, associations, clubs, etc.) à repenser le concept et recréer un événement qui rassemble les renanais.

Réponse de la Municipalité :

Comme évoqué lors de la rencontre entre la Cogest et le service, la municipalité est pleinement consciente que le modèle proposé les trois dernières années était insatisfaisant et doit évoluer. Le service travaille dès lors sur un concept qui associera notamment clubs, commerçants et associations en fonction des envies et des disponibilités des uns et des autres.

La Cogest maintient son observation en attendant le nouveau concept.

M. le Président ouvre la discussion, la parole n'étant pas demandée il met au vote l'observation 6.2.1

L'observation est maintenue à une large majorité

- **M. le Président**

Nous avons terminé de parcourir les observations maintenues.

- **J'ouvre la discussion générale sur les observations non maintenues :**

La parole n'est pas demandée

- **J'ouvre la discussion générale sur le rapport de gestion :**

- **M. Simon Favre**

J'aimerais remercier encore une fois la Commission de gestion parce qu'on a pu travailler de façon dynamique, de façon coordonnée. J'aimerais remercier aussi nos Municipaux qui ont été présents et réactifs. Et en parlant de réactivité, j'aimerais remercier particulièrement Michel Veyre et Anne Lafond qui ont été réactifs, plus réactifs que de la nitroglycérine (blague de chimiste). Merci infiniment, parce que vous avez été présents, vous avez non seulement été présents pour répondre à des éventuelles questions, mais vous avez aussi pris la peine d'anticiper de potentiels problèmes et pour cela, je vous remercie vraiment infiniment, parce que c'est quelque chose où il n'y a pas des acteurs qui se mettent en retrait et disent « on verra bien ». On a vraiment pu travailler de façon dynamique, coordonnée et volontaire. Merci encore pour tout ce que vous avez fourni comme travail.

- **M. le Président**

La discussion est toujours ouverte sur le rapport de gestion :

- **Mme Roxane Gubler, Les Vert.e.s**

Je voulais juste apporter un complément d'information à la page 42, j'espère que j'arrive au bon moment dans la discussion ? oui. Je déclare mes intérêts, je suis sapeur-pompier volontaire au SDIS Malley et c'est une question qui concerne le SDIS à la page 42, il y a la question : « Y a-t-il des changements au SDIS ? » et je voulais juste apporter un complément sur la première phrase de la réponse, je vous la lis : « Depuis le 1^{er} avril 2022, le Commandant a un poste rémunéré à 50% » Donc, oui, un nouveau EPT a été créé pour des tâches administratives et techniques qui déchargent le Commandant, mais c'est une autre personne que le Commandant qui occupe ce poste à 50%. Le Commandant, lui, reçoit un forfait pour le travail qu'il effectue au SDIS, qui est une activité accessoire.

- **M. Jean-François Constant, PLR-PVL**

J'espère, cette fois-ci, que j'ai choisi le bon moment. A la page 5 du rapport, il y a quelques chiffres intéressants et l'un d'eux m'a interpellé. Je salue, bien évidemment, la qualité du rapport et du travail ; cela concerne le nombre de chiens recensés, puisque l'on parle de 738 chiens. Or, si je regarde les chiffres au niveau national, je pense qu'il y a environ 1 chien pour 16,5 habitants, ce qui voudrait dire à Renens qu'il n'y en n'aurait qu'un pour 28 habitants. Je ne comprends pas très bien pourquoi il y aurait moins de chiens à Renens qu'il y en a partout ailleurs en Suisse. Je pense donc que c'est plutôt un problème de recensement et qu'il doit manquer environ 534 chiens ou 534 recensements, ce qui représente un manque à gagner de CHF 50'000.00 à la taxe moyenne de CHF 100.00 que vous connaissez tous. Je pense qu'avec ces CHF 50'000.00, on pourrait très facilement financer un projet social, culturel ou sportif et que, donc, cela vaut la peine de s'y intéresser et je vous demande de quelle façon vous comptez essayer de remédier à la chose et trouver le moyen de recenser tous ces animaux. Il est sûr que je ne veux pas que l'on surtaxe « papi et mamie » qui ont sûrement déjà quelques difficultés à terminer leurs fins de mois, simplement, je pense qu'on peut, dans certains cas, les recenser et exempter du paiement de la taxe, mais il serait bien d'avoir un recensement complet.

- **M. Simon Favre, Fourmi rouge**

C'est dans le rapport de gestion ou le rapport de Commission de gestion ?

- **M. le Président**

Dans le rapport de gestion.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

J'avoue être totalement incompetent ce soir pour répondre à cette question. Au lieu de vous dire des âneries, je vous répondrai lors d'un prochain Conseil. Mais je note cette question dans mon agenda. Je vous répondrai et comme ça nous aurons toutes les réponses. J'espère que cela n'entravera pas le vote du rapport de gestion tout de même, mais je n'ai pas de réponse immédiatement.

- **M. le Président**

La discussion est toujours ouverte sur le rapport de gestion. La parole n'est plus demandée.

- **J'ouvre la discussion générale sur le rapport de la Municipalité :**

La parole n'est pas demandée

- **J'ouvre la discussion générale sur la gestion de la Commune :**

La parole n'est pas demandée

- **M. le Président**

M. Favre, vous pouvez procéder à la lecture des conclusions

- **M. Simon Favre, Fourmi rouge**

Conclusions

Le Conseil communal de la Ville de Renens

Vu le rapport de gestion présenté par la Municipalité,

Où le rapport de la Commission de Gestion,

APPROUVE

la gestion de l'exercice 2022 et donne décharge aux organes responsable

- **M. le Président**

Je mets au vote les conclusions du rapport de gestion

**C'EST À L'UNANIMITE QUE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DE GESTION SONT
ACCEPTÉES**

Est-ce que la Municipalité souhaite prendre la parole ?

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Le rapport relève, modestement, tout ce que la Ville fait pour sa population quotidiennement. C'est juste énorme. Et j'aimerais aussi dire que les relations que nous avons eues avec la Commission de gestion sont toujours très bonnes. Et ces confrontations bienveillantes, ces

questions qui nous sont posées nous permettent aussi de nous remettre en question régulièrement et d'améliorer les points d'attention qui doivent l'être, Continuons à travailler comme ceci et merci pour ce vote de confiance que vous nous accordez par un vote unanime à la gestion de cette Commune, Merci à vous, merci à votre Commission.

- **M. le Président**

Je remercie M. Favre et la Commission de gestion pour le travail effectué et je passe au point suivant de l'ordre du jour.

12. Rapport de commission – Préavis 38-2023 – Plan climat de la Ville de Renens 1^{ère} génération 2023-2027

M. le Président invite Mme Negri Capt à faire lecture de son rapport

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

La commission en charge d'étudier ce préavis s'est réunie le mardi 30 mai 2023 à 20h à la salle de Conférences du Centre Technique Communal, rue du Lac 14.

Elle était composée de Mesdames Muriel Rossel et Mélinda Zufferey-Merminod, de Messieurs Florian Gruber, Pierre Borloz, Mehmet Korkmaz, Philippe Hertig, Ignacy Wilczinsky et de Stéphanie Negri Capt (présidente-rapporteuse). Excusé : M. Jonas Kocher

La Municipalité était représentée par Mmes Patricia Zurcher, Karine Clerc et Tinetta Maystre Municipales et M. Jean-François Clément, Syndic. Ils étaient accompagnés par M. Alain Peneveyre, chef du service Gestion urbaine - Développement durable et de Mmes Caroline Tacchini et Juliette Lerch, collaboratrices du service GUDD.

Pour rappel, le présent préavis a pour objectif premier de demander au Conseil communal de prendre acte de la stratégie climatique adoptée par la Municipalité et du plan d'actions qui en découle. Ce préavis informe également le Conseil communal des prochaines étapes de la stratégie climatique de la Ville et des préavis qui lui seront régulièrement soumis en lien avec le Plan Climat. Finalement, ce préavis demande au Conseil communal d'accepter le montant non porté au budget et nécessaire aux actions de communication qui accompagneront le lancement officiel et public du Plan Climat.

Contexte

Suite au 6ème rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC), le Conseil fédéral a adopté une stratégie climatique à long terme (2050) ; le canton de Vaud a conçu un plan Climat, dont la 2eme génération est prévu à l'horizon 2024. Considérant que les Communes possèdent une plus grande marge de manœuvre pour agir concrètement et faire évoluer leur territoire, c'est la raison pour laquelle la Municipalité a souhaité s'engager pour protéger ses habitants, le climat, la biodiversité et la planète et a élaboré un plan Climat. Ce dernier se compose de 2 documents distincts, une stratégie ainsi qu'un plan d'actions, communiqués à chaque conseiller communal pour la séance du 30 mars dernier ; une présentation a été donnée par Mmes Tacchini et Lerch en préambule de la séance de conseil du 11 mai 2023, suivie d'une plage réservée aux questions. En date des 3 et 4 mai, les employés communaux ainsi que les associations ont été invitées à suivre une séance de présentation et questions.

Ayant pris connaissances des documents mis à disposition et du résumé, les commissaires, consultés en amont par la présidente rapporteuse, n'ont pas jugé utile de recevoir à nouveau une présentation du projet lors de la séance.

M. Clément, prenant la parole pour l'ensemble de la Municipalité, a précisé que celle-ci s'engage à soutenir ce 1er plan climat, considéré comme une boussole qui permet de placer en synergies les différentes politiques sectorielles de la Ville en engageant l'ensemble des acteurs, du tissu économique local en passant par les habitants et le Conseil communal. Il est essentiel que l'ensemble des parties prenantes se montre exemplaire à ce sujet.

La première conclusion du présent préavis est de prendre acte du plan Climat élaboré. La deuxième, de prendre acte que les mesures seront proposées sous forme de bouquet d'action voire d'une seule action, par voie de préavis, inscrit soit au budget annuel ou au plan des investissements. Sur chaque action ou bouquet d'actions, le Conseil communal pourra se prononcer.

Le plan d'actions proposé ne reprend pas toutes les actions qui ont été listées suite aux rencontres avec la population et les services communaux, et toutes les actions mentionnées dans le document ne seront pas forcément réalisées, considérant que leur développement devra évoluer au gré de règlements et lois qui n'existent pas encore ou qui sont susceptibles d'être modifiées selon la politique cantonale voire fédérale.

Questions de la commission et réponses

Q1. Quelles sont les relations et les mesures et les actions, car en lecture des documents fournis, de nombreuses redondances ont été répertoriées ?

Il est normal que les actions se situent dans la stratégie, il faut cependant être attentif à la terminologie :

Mesure : c'est une intention, qui concerne l'ensemble du territoire

Action : comment l'intention est concrétisée.

Par ex, si la mesure est de développer des espaces verts, ceci se décline en plusieurs actions.

Q2. Un commissaire souligne qu'il peut paraître perturbant qu'en page 4 du préavis, il est mentionné que « la partie opérationnelle du Plan Climat est constituée d'un plan d'actions. Celui-ci spécifie les projets choisis par la Municipalité sur la base d'une analyse clarifiant autant que possible leur faisabilité et leur coût qui seront lancé entre 2023 et 2027 », alors que le document opérationnel ne mentionne aucun coût.

Il a été répondu que les coûts seront indiqués lors du dépôt de préavis et comprendront également une partie dédiée à la communication.

Q3. Il aurait été intéressant d'avoir un calendrier, car en lecture des documents, on ne retrouve pas une vision à court, moyen et long terme. De plus, on ne retrouve pas d'indicateur global.

Les actions sont en cours de priorisation, chaque service étant consulté sur les actions le concernant et les ressources à disposition, qu'elles soient financières et humaines. Une fois la consultation terminée, l'ensemble des actions sera reprise et ordonnée selon une temporalité à adapter afin de laisser une marge de manœuvre.

Q4 Est-il prévu de consulter le réseau intercommunal pour le plan climat (Ouest lausannois), afin de se coordonner avec les Communes voisines ?

Des échanges ont lieu régulièrement avec certaines Communes comme Prilly. Pour l'élaboration du plan d'actions, d'autres Communes ont été consultées afin de profiter de leur retour d'expériences. Certaines actions seront conduites à l'identique, d'autres, pas nécessairement applicables, n'ont pas été retenues.

Q5 Est-il cohérent de fixer des objectifs par tonnes de CO₂éq par habitant/an sachant que la population va augmenter ? Est-ce que de ce fait, les objectifs fixés sont-ils réalisables ?

Les modélisations ont été réalisés par des mandataires spécialisés dans le domaine, et sont basées sur plusieurs critères, dont l'augmentation de la population et l'amélioration du bâti.

Il a été précisé que l'indicateur supra du tonnage/habitant et par an concerne autant les émissions territoriales que extraterritoriales. On a utilisé l'outil PEK qui permet de faire un bilan carbone pour les Communes. A chaque nouvelle génération du Plan Climat, il sera tenu compte des évolutions. Pour établir les modélisations, les mandataires ont effectué des planifications énergétiques territoriales, sachant qu'il existe une adéquation entre nombre d'habitant et de la surface à disposition.

Q6 Est-ce que l'ensemble des propositions émises lors des divers ateliers et rencontres avec la population, à savoir 264, a été retenue ?

Pas nécessairement, notamment car plusieurs d'entre elles n'étaient pas de compétence communale. Un commissaire a dès lors fait remarque qu'il serait intéressant de communiquer ces informations à la population, car il peut arriver, lors de démarches citoyennes, que les participants fassent de multiples propositions et s'étonnent que les autorités ne les aient pas retenues sans plus d'explications.

Q7 Un commissaire évoque que le point principal sur lequel on peut agir, ce sont les bâtiments communaux. Il est également possible d'obliger les propriétaires à rénover, mais il existe un risque de générer un effet pervers, celui d'augmenter les loyers ?

Pour ce faire, les visites Eco logements sont très profitables, car le conseiller en énergie, après analyse du type d'ampoules utilisées et de la consommation d'eau, fournit aux habitants des conseils sur des améliorations du quotidien permettant une économie d'électricité d'environ 10%. La Ville perçoit un financement cantonal pour ce type de démarche. En ce qui concerne les bâtiments, il est nécessaire de dialoguer avec les propriétaires, à savoir que certains d'entre eux telles que les caisses de pension sont de plus en plus sensibles à la thématique et possèdent dans leur plan d'intention de participer à la décarbonation par des rénovations de leur parc immobilier.

Q8 Un commissaire demande si le Plan Climat est contraignant ?

Lui-même pas nécessairement, cependant, il est en lien étroit avec le Pacom, qui peut être contraignant. Il sera l'un des outils permettant d'agir de façon réglementaire. Il est attendu également des modifications de règlements existants ou de nouveaux, comme celui sur la protection des arbres qui sera présenté à l'automne.

Q9 Est-ce qu'en matière de mobilité, est-il prévu, comme à la Ville de Lausanne, qu'il n'y ait plus de place de parking mise à disposition des collaborateurs de l'administration ?

Le plan de mobilité sera prochainement révisé, néanmoins, ce travail n'a pas encore commencé. Il a été précisé que 2 démarches participatives au sein de l'administration ont eu lieu. La première partie a consisté en la création de groupes de travail mélangeant des cadres et des collaborateurs de l'ensemble des services ; des spécialistes sont intervenus au sein de ces groupes. Dans un second temps, uniquement les chefs de service ont été sollicités, afin d'évaluer pour des actions concrètes, la temporalité sur 5 ans.

Q10 Comment est-il prévu de communiquer sur le Plan Climat et ses actions ?

Il est prévu de communiquer à la population, entre autres au travers des associations, qui paraissent être un vecteur important de l'information. Un groupe de travail de la Ville a participé à un projet intercommunal, accompagné par des psychologues sociaux, expliquant la manière de communiquer selon le public cible choisi.

Q11 Pour quelle raison le commerce de proximité est-il évoqué spécifiquement pour l'îlot de la Savonnerie dans le plan d'actions ?

Car ces locaux appartiennent à la Ville, qui souhaite privilégier le circuit court et diminuer le nombre d'intermédiaires.

Q12 Un commissaire souhaite savoir si la Municipalité apporte avec les documents remis une réponse aux interpellations et postulats encore en suspens si ceux-ci étaient en relation avec des thèmes soulevés dans le Plan Climat ?

Non, une réponse sera apportée spécifiquement aux objets encore en suspens lors des prochaines séances du Conseil communal. Cela étant dit, il est prévu dès aujourd'hui d'intégrer le Plan Climat dans tous les préavis qui seront soumis au Conseil communal.

Q13 Est-il prévu de végétaliser les cours d'école, car elles représentent des îlots de chaleur importants ?

Le projet RADIX a permis de lancer de projets pour de 3 à 4 cours d'école de la Ville. Cependant, pour certaines qui n'ont pas fait partie de ce projet, elles sont actuellement à l'étude pour être revégétalisées, comme par ex. l'école de Florissant.

Q14 Est-ce que des subsides sont prévus de la part du canton ou de la confédération ?

Certaines subventions fédérales sont destinées uniquement aux Communes pionnières, notamment pour le programme SuisseEnergie.

Délibération de la commission

Un commissaire se dit impressionné par la qualité des documents fournis et soulève l'aspect positif d'avoir indiqué qu'en sus de la Municipalité, l'ensemble de l'administration et du Conseil communal sont impliqués dans la démarche, chacun possédant un levier d'actions spécifique. De plus, il a été jugé intéressant d'indiquer ce qui est déjà en vigueur.

Plusieurs commissaires remercient et félicitent le travail de la Municipalité et du Chef de service qui ont su transmettre en toute transparence tous les compléments et les informations nécessaires pour se positionner sur ce préavis. L'ensemble des commissaires souhaite rendre attentif que malgré les informations communiquées en page 4 du préavis, à savoir que « *la partie opérationnelle du Plan Climat est constituée d'un plan d'actions. Celui-ci spécifie les projets choisis par la Municipalité sur la base d'une analyse clarifiant autant que possible leur faisabilité et leur coût qui seront lancés entre 2023 et 2027* », aucun coût n'est spécifié dans le document susmentionné.

Après délibération, la commission accepte à l'unanimité les conclusions du préavis.

- **M. le Président**

Merci Mme Negri Capt. J'ouvre la discussion sur ce rapport de commission :

- **Mme Verena Berse, Fourmi rouge**

J'ai juste quelques petites remarques à faire sur ce Plan climat. Nous, les Fourmi rouge, sommes conscients que l'on peut mentionner tout dans ce Plan climat. De manière générale, nous constatons que les grands pollueurs ne peuvent subir des contraintes et nous le regrettons. Ceux-ci, les pollueurs, engrangent suffisamment de profits pour être des exemples dans les enjeux du climat. Ils pourraient montrer l'exemple. Le Plan climat met l'accent sur la mobilité, mais ne mentionne pas l'influence qu'aurait un usage passif des transports publics sur la qualité de vie et sur le climat. Le POP Fourmi rouge tient à rappeler les tentatives nationales, cantonales et même communales pour rendre les transports publics gratuits ou partiellement gratuits. Nous continuons à croire que de tels transports sont un vrai projet pour le climat. Je termine en disant que le Plan climat et son préavis sont un début et que nous pouvons nous appuyer sur ces documents pour faire des propositions plus précises.

- **M. Stéphane Montabert, UDC**

Dimanche, le peuple a approuvé la « loi climat ». Les jours suivants, des activistes ont de nouveau bloqué des autoroutes en disant que ce n'était pas assez. Le journal Le Matin, la voix de la doxa climatique, a estimé qu'il y avait *quand même beaucoup de piscines* en Suisse. Un politicien

a discuté de l'opportunité d'interdire les tondeuses à gazon à moteur thermique. Et, juste après le vote bien sûr, l'Association des entreprises électriques suisses a annoncé une hausse d'environ 12% du prix de l'électricité pour l'an prochain.

Le chemin vers 2050 va être long, très long. Ce qui reste de la classe moyenne l'apprendra à ses dépens. Une chose est sûre, il passera par Renens. Je n'ai aucun doute que le Plan climat de Renens soit approuvé ce soir.

Ce plan me dérange, par exemple parce que nous n'avons aucune preuve de la validité de la théorie du réchauffement climatique. Les modèles climatiques se suivent et se ressemblent : ils prétendent donner la température de l'année 2050 mais dès l'année suivant leur publication, leurs prédictions sont déjà fausses.

Peu de gens s'intéressent à ces « détails », et ne comptons pas sur les médias pour s'en faire l'écho. Mais plus haut, tout le monde le sait. La lutte contre le réchauffement climatique est devenue l'expression de l'hypocrisie la plus décomplexée. L'immobilier de luxe du bord de mer ne s'est jamais aussi bien porté. Des milliardaires viennent en jets privés expliquer aux pauvres qu'ils doivent se serrer la ceinture. À Renens, mine de rien, nous avons l'équivalent local. De nombreux donneurs de leçons viennent ici clamer leur amour du Plan climat, leurs voitures remplissant le parking à l'extérieur de ce bâtiment.

Mais oublions toute cette clique. Supposons que, abreuvé par les médias de masse, je sois mort de peur face à la théorie du réchauffement climatique d'origine humaine. Je me mets donc un instant à votre place. Voudrais-je de ce Plan climat ?

Parcourant trois livrets rassemblant 200 pages de papier couleur, vous aurez noté l'ironie, je découvre une litanie de bonnes intentions souvent assez naïves. On a le droit de croire que la végétalisation des toits des abribus va sauver la planète. On a aussi le droit d'en douter.

Croirais-je au réchauffement climatique, je me sentirais frustré. « Faisons plus, plus, plus ! » scandent les activistes. Mais ces revendications sont absurdes. Que ce Plan climat soit doublé, quintuplé, multiplié par dix, ou au contraire inexistant, il n'aura aucun effet mesurable sur le climat. « Faute de savoir quoi faire, faisons quand même quelque chose ! » entend-t-on alors. C'est pratique. Grâce à ce puissant raisonnement, on peut faire n'importe quoi. Nous pourrions décider de nous déplacer à cloche-pied au nom du climat. De faire des marches blanches pour le climat. Des minutes de silence pour le climat. Leur effet sera du même ordre de grandeur que ce qui est dans ces documents : zéro.

Ceux qui croient au réchauffement climatique peuvent pourtant voir un aspect du problème qui manque dans cet inventaire. En fait, le thème est totalement occulté dans le Plan climat. C'est délibéré. C'est l'éléphant au milieu de la pièce. Tout le monde fait semblant de ne pas le voir.

De quoi s'agit-il ? Il suffit de se promener à Renens en plein jour pour que le phénomène vous saute aux yeux. Il y a des chantiers partout. La construction d'innombrables infrastructures coûteuses, destinées à accueillir une population de plus en plus nombreuse. Et des grues partout aussi, pour faire pousser les cubes de béton destinés à les héberger. La densification à outrance enlaidit et rend malheureuse notre petite Commune. Mais il s'agit de préparer la fameuse Suisse à dix millions d'habitants. Le terme même me fait sourire. Comme si cela allait s'arrêter à dix ! Allons ! Douze, quinze, vingt ! Qui a prévu que ça s'arrête, et quand ?

La surpopulation est la menace numéro un sur notre environnement.

Nous savons à quoi cette surpopulation est due. Les Suisses eux-mêmes l'ont bien compris, lorsque, en 2014, il y a bientôt dix ans, un autre dimanche, ils disaient non à l'immigration de masse. Les autorités ont choisi de faire fi de ce vote populaire. Mais, tant que ce problème n'est pas abordé, toute volonté de préservation de l'environnement est vouée à l'échec. On essaye de disperser la fumée sans vouloir éteindre le feu.

Les Renonais comme moi aiment la nature. Ce Conseil communal l'a dit lui-même à de nombreuses reprises. Des socialistes ont dit qu'ils n'aimaient pas le béton. Des communistes ont dit qu'ils aimaient les petites maisons individuelles pleines de charme, et souvent, ils y habitent. Tout le monde a déclamé, devant ce pupitre, son amour des beaux arbres.

Mais nous sommes mal servis. Cette Municipalité aime le béton, à la tonne. Le cube de béton est tellement symbolique de Renens qu'on en coule des exemplaires signés pour délimiter les zones 30. Cette Municipalité aime les grands projets immobiliers sans âme, le collectif de masse. La

laide rue de l'Avenir n'a jamais aussi bien porté son nom. Au cours des dix dernières années, cette Municipalité a abattu plus d'arbres magnifiques qu'aucune autre, sans doute. Les remplacer par des cure-dents n'abuse personne.

Le plus curieux dans ce grand écart ? Ces Conseillers communaux et cette Municipalité sont des mêmes couleurs politiques. Ce serait bien que vous profitiez des vacances d'été pour vous asseoir autour d'une table et vous mettre d'accord sur ce que vous voulez *vraiment*.

Nous, à l'UDC, nous savons ce que nous voulons : une nature respectée, un cadre de vie préservé, une immigration maîtrisée. Et tout cela tient debout ! Mais la cohérence de pensée n'a pas beaucoup de succès entre ces murs.

Je ne suis pas sûr qu'une ville où il devient impossible de circuler et de se garer, où le petit commerce a été détruit, d'où les entreprises ont été chassées, où les contribuables sont écrasés par l'impôt, où la population s'entasse dans des immeubles laids, et où l'habitant est abreuvé de propagande climatique du matin au soir, de l'école à l'EMS, soit l'avenir écolo-responsable dont tout le monde rêve.

Mais le pire n'est pas toujours certain. À travers ce Plan climat, la Municipalité est persuadée que Renens a valeur d'exemple ; reste à savoir de quoi.

- **M. Simon Favre, Fourmi rouge**

Merci pour cette logorrhée dithyrambique. Je me permets de réagir, je n'attaque pas la personne. Je n'ai pas vraiment compris ce que vous essayez de dire. Vous dites que vous ne croyez pas au réchauffement climatique mais que les arbres c'est chouette et que le béton c'est pas cool. Je suis désolé, mais je n'ai pas vraiment compris quel était le point.... J'aimerais juste revenir sur deux-trois éléments : il n'y a pas de réchauffement climatique, il y a un dérèglement climatique. Il n'y a pas de bonne solution, enfin si, la bonne solution, en tant que communiste, comme vous dites, c'est de « buter » les riches et de partir selon Trotski, si on part dans la caricature. Il n'y a pas de solution. De la même manière que tout à coup on est dans une voiture qui est en train de se diriger directement sur un mur, il n'y a pas de bonne solution ; on peut freiner, on peut dire que l'on met la ceinture, on met l'airbag. On sait qu'il y a une dérive climatique. Quand vous dites : « oui, le soi-disant réchauffement climatique », je suis désolé de vous le dire, vous dites de la me*** ! Parce qu'on voit que le CO² augmente, on voit que la température est en train de se modifier, on voit qu'il y a une dérive climatique, et indépendamment du réchauffement climatique, il y a aussi une perte de la biodiversité, on a perdu 60% des espèces sur terre. On est en train d'abimer notre maison. Moi, quand je suis chez moi, si tout à coup il y a de la vaisselle sale, j'essaie de la nettoyer. Je sais que le Plan climat n'est pas magique et on ne va pas tout résoudre, c'est clair. D'ailleurs, moi j'adore manger des petites grenouilles vivantes et écraser des chatons, enfin... on a tous nos propres biais et nos propres défauts. Toujours est-il que ce Plan climat, ce n'est pas la panacée, mais on a besoin de réagir, parce que si tout à coup on est à 120 km/h et qu'on dit « oh... un platane » à un mètre devant nous, qu'on n'a pas d'airbag, qu'on n'a pas de ceinture, qu'on n'a pas prévu le coup, eh bien on a l'air débile et on se prend le platane.... Je comprends qu'occuper cette tribune pour la désinformation c'est une stratégie qui paie et qui peut payer, c'est pour ça que je tenais à prendre la parole tout simplement pour rectifier un peu et vous fournir une réponse. Oui, la dérive climatique existe, oui, le rapport GIEC fournit des informations pertinentes, oui, l'augmentation de la concentration de CO² dans l'atmosphère existe, oui, on est en train de quitter une glaciation parce qu'il faut savoir qu'actuellement la présence d'Inlandsis qui sont des glaciers, une grosse quantité de glace sur la terre ferme, nous placent encore en glaciation, oui, on va prendre cher et, je suis désolé, partir du principe que « non ça n'existe pas, du coup on n'a pas besoin de s'en occuper » c'est vraiment une posture suicidaire. Je préfère, personnellement me dire que peut-être que plus tard ça va être compliqué, autant se préparer au futur plutôt que de dire non, non, on ferme les yeux, on ferme les oreilles et on fonce. Je vous rejoins tout-à-fait sur le fait que la surpopulation est un gros problème, je n'ai pas la solution, je sais qu'il y a quelques décennies de ça, la droite avait des idées assez tranchées sur des manières de réduire la population, la gauche aussi, Staline était un conn***. J'espère que

l'on trouvera des solutions qui seront plus pacifiques et plus pérennes et plus bienveillantes que simplement aller droit dans le mur.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

Je me permets de prendre la parole en tant que Présidente de la commission de ce préavis. Quelque chose que j'ai particulièrement apprécié lors de la séance de commission, c'est que c'est un sujet « chaud », vous en conviendrez. On est de couleurs politiques, d'avis et d'expertises différentes, n'empêche que l'on a été extrêmement respectueux les uns des autres, que ce soit envers les Municipaux ou nos Conseillers. J'aimerais bien que l'ensemble de ce Conseil communal continue à débattre sur ce sujet de manière tout autant respectueuse. Je pense que si on a été élus, et c'est le serment que l'on a prêté il y a quasiment 2 ans jour pour jour dans cette salle, c'est justement pour représenter des avis différents de la population, mais avec le respect les uns des autres.

- **M. Byron Allauca, Fourmi rouge**

Je veux juste réagir à une phrase qu'a dite M. Montabert, c'est « l'immigration maîtrisée ». Donc pour l'UDC tout simplement, toutes les fautes sont la faute de l'immigration, en fait. En quand on parle d'immigration maîtrisée, ça veut dire quoi ? ça veut dire qu'il faut amener les français, je crois que c'est vous aussi, donc un étranger comme moi-même, ou les allemands, les français, les portugais, les espagnols. Mais, et ces personnes qu'on amène ici sont remplacés par d'autres citoyens lointains, parce que l'économie, M. Montabert, ces personnes que vous défendez, ont besoin de main d'œuvre. Rappelez-vous la Suisse manque de main d'œuvre actuellement dans la restauration, dans l'hôtellerie, ils n'arrivent pas à trouver. Et ce sont ces personnes que vous défendez, ces personnes là qui cherchent à amener des gens ici. Donc, l'immigration maîtrisée ça veut dire : amener les personnes qualifiées peut-être, oui, de très loin. Mais ce qu'on est en trains de faire, c'est d'enlever cette capacité à ce pays à se développer parce que vous amenez les personnes qualifiées pour travailler ici en Suisse, ces personnes qui ont étudié et qui ont coûté de l'argent à ces pays. C'est ça qu'ils veulent, l'UDC. Par contre, ce n'est pas l'immigration, l'immigration ça a toujours existé et ça va continuer à exister du moment que les grandes entreprises ici en Europe et en Suisse continuent à chercher à faire de la fortune sur le dos de certains pays du tiers-monde, Mesdames, Messieurs, ça, il ne faut pas l'oublier. Et donc, le Plan climat ou le climat actuellement ce n'est pas une problématique, c'est vrai, ce n'est pas une problématique locale, c'est une problématique mondiale, mais il faut commencer par quelque chose. Il faut commencer par nous-même déjà à changer nos habitudes et, pourquoi pas ensuite la Commune, ensuite le Canton, ensuite la Suisse, ensuite l'Europe et ensuite le monde entier. Donc, je pense qu'il faut commencer par quelque chose. Et il ne faut pas venir nous dire ici que les maux de tout ça c'est l'immigration, l'immigration ça apporte beaucoup et, ici même, je crois que la grande majorité de vous et moi sommes des étrangers et je ne sais pas si on est « l'immigration maîtrisée », Mesdames et Messieurs. C'est quand même incroyable d'écouter ce type de message ici dans une Commune où la majorité sont des étrangers qui sont venus ici pour travailler et pour faire prospérer la Suisse, notre Suisse qu'on aime bien, M. Montabert. Pour moi, ça me dérange d'écouter que l'immigration c'est la cause de tous les maux et surtout du climat.

La salle applaudit, M. le Président réclame le calme

- **M. Roland Delapierre, UDC**

Je voudrais juste revenir sur le Plan climat. C'est très joli de faire des grands discours, de grands trucs. Mais si vous prenez depuis le giratoire de la Rue du Jura jusqu'à l'ancienne usine Bobst, où on a détruit des milliers, des centaines de milliers de m² de verdure pour nous mettre du goudron au 14 Avril et après on dit qu'il faut qu'on reverdisse, qu'on renature... je suis désolé, avant je disais « ça me fait rire », maintenant, je suis arrivé en 1960 à Renens, ça me fait pleurer quand je vois ce qu'il reste. On a abattu des arbres, j'ai des amis qui sont dans les employés de la Commune, qui pleuraient parce qu'on a détruit des arbres de 30-40 cm à cause du tram, je n'ai

pas vu que le tram entrait dans la grande salle. Il faudrait arrêter de nous faire croire qu'avec le Plan climat on va faire ci, on va faire ça. Non, c'est de la poudre aux yeux, c'est des rêves, c'est des trucs un peu rigolos, je suis désolé.

- **M. Michele Scala, PSR**

Je suis quand même surpris du discours de M. Montabert. Nous sommes là, en train de parler d'un Plan climat local. Sortir maintenant de grandes théories qui n'ont pas de base, parce qu'il faut le prouver, vous donnez, vous faites une lecture personnelle ou encore partielle de la vie, du cours de notre existence. Mais il y en a d'autres de théories, il n'y a pas que l'immigration, l'immigration n'est pas la cause du problème du climat, il ne me semble pas. Votre problème à vous, c'est que vous voulez taper chaque fois sur l'immigration et à chaque occasion et à chaque fois que c'est faisable, que c'est possible, vous appuyez dessus et vous n'arrêtez jamais. Je ne sais pas combien d'années, ça fait 40 ans que je suis en Suisse, immigré comme vous, ça fait 40 ans que chaque fois qu'on a un problème, on tape sur les étrangers, on tape sur les immigrés. Non, désolé... je ne peux pas accepter cette théorie, elle est dépassée. Vous n'êtes plus dans le contexte mondial. Nous sommes dans un monde où ça bouge, où il y a des transports, des moyens de télécommunications tellement « vites » que l'on n'a même pas le temps de réfléchir. Et qu'est qu'on dit ? on tape sur les immigrés qui sont la cause. Mais cela n'a pas de sens, changez de registre, changez de ton, changez de chanson, dites autre chose !

- **Mme Melinda Zufferey-Merminod, Les Vert.e.s**

Il y a environ trente minutes, on nous a demandé de réagir au rapport de commission, à laquelle j'ai fait partie, je vais essayer de ne pas revenir sur le contenu du rapport qui, à mon avis, est très complet, on a passé une très longue soirée à poser énormément de questions sur le Plan climat. Le mot Plan climat, qu'est ce que cela veut dire ? je pense qu'avant d'avoir vu le contenu, il faut comprendre qu'est-ce que c'est de la part de la Municipalité : c'est un outil de politique publique de la part de la Municipalité. C'est un outil qui organise l'action de la Municipalité sur les prochaines années avec des actions très concrètes qui sont là pour améliorer la qualité de vie de la population renanaise. On est au service de cette population et c'est très difficile de s'imaginer aller à l'encontre d'un outil qui va, clairement, dans le sens du bien-être de la population et des efforts de réduction, c'est des efforts de sobriété et c'est aussi des efforts d'économies de la part de la Municipalité. Avant, on a eu aussi un rapport par rapport aux finances, ce sont des mesures qui sont toutes bénéfiques à la Commune. Finalement, le fait qu'il y ait une planification, c'est quelque chose, à mon sens, qui est extrêmement positif. Cela veut dire que l'on a des actions qui sont prises de manière discutées entre les services, vous avez aussi vu que tous les services sont impliqués dans ce Plan climat et, ça, je suis aussi persuadée que le fait de faire travailler tous les services communaux ensemble c'est une excellente chose. Donc, après ce que je viens de dire, j'aimerais à nouveau le faire, parce que je l'ai déjà fait lors de la commission, remercier la Municipalité pour la qualité du document qu'elle nous a rendu, c'est un grand travail, c'est de nombreux mois, voire peut-être d'années de travail. Et je pense qu'en tant que représentante de la population de notre Ville, on peut vraiment se réjouir que l'on soit une des Communes pionnières du Canton à avoir une planification, une stratégie pour des mesures en faveur des objectifs que la Municipalité s'est fixée.

- **Mme Aline Segin, PLR-PVL**

C'est vrai que le Plan climat est très, très important. Il faut vraiment séparer l'immigration, je viens spécialement pour cela. Actuellement, au niveau helvétique, au niveau confédération, on parle beaucoup du manque de personnel, des jeunes qui nous manquent en Suisse, que ce soit au niveau de la santé ou autres secteurs, nous sommes aux abois. Si les gens, on les fait venir d'ailleurs, il faut bien créer des logements. Donc, le climat, oui, mais on ne peut pas dire que l'immigration fait que le climat se dégrade et le béton on en a vraiment besoin, parce que ces gens-là il faut les accueillir, on en a besoin. Là, dans le secteur de la santé, on en a tellement besoin que l'on ne sait plus quoi faire. Arrêtons ce clivage.

- **M. Stéphane Montabert, UDC**

Je tiens juste à rappeler à toutes fins utiles que je suis moi-même issu de l'immigration.

- **M. le Président**

La discussion est toujours ouverte. La parole n'étant plus demandée, la discussion est close. Mme Negri Capt, vous pouvez procéder à la lecture des conclusions.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

CONCLUSIONS

LE CONSEIL COMMUNAL DE RENENS,

Vu le préavis N°38-2023 de la Municipalité du 13 mars 2023,

Où il le rapport de la Commission désignée pour étudier cette affaire,

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

PREND ACTE de la stratégie climatique adoptée par la Municipalité et de son plan d'actions 2023-2027.

PREND ACTE de la façon de mettre en œuvre le plan d'actions, c'est à-dire par soumissions successives de préavis, dédiée à un seul projet ou regroupant plusieurs actions.

ACCEPTE les charges de cautionnement supplémentaires au budget 2023, telles que décrites au chapitre 6.1 des incidences financières pour un montant de CHF 15'000.- TTC, compte N° 3640.3185.31 – Plan climat – Communication.

- **M. le Président**

Je mets au vote les conclusions de ce préavis :

**C'EST À UNE LARGE MAJORITÉ QUE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT SONT
ACCEPTÉES**

- **M. le Président**

J'en profite pour remercier Mme Negri Capt et toute la Commission pour le travail effectué.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

La commission et moi-même remercions les Municipaux qui étaient présents lors de cette séance, ainsi que Mmes Tacchini et Lerche et M. Peneveyre, qui, en supplément, ont répondu à nos questions, malgré l'heure avancée à laquelle nous avons terminé.

- **Mme Patricia Zurcher Maquignaz, Municipale**

J'aimerais, pour ma part, vous remercier pour l'intérêt que vous avez porté à ce document à partir du moment où vous l'avez reçu, chacun à sa manière, certes, mais on a senti vraiment que c'était quelque chose qui vous interpelait, que c'était quelque chose que vous aviez envie d'approfondir et je pense que vous avez pris la pleine mesure de l'importance de cet instrument pour la Municipalité, pour toute l'administration communale et pour tous nos partenaires institutionnels aussi. J'aimerais remercier aussi la commission pour le sérieux et l'esprit constructif dont elle a fait preuve dans les débats. Il est vrai qu'il y a eu des questions, on y a répondu le mieux possible, mais tout cela s'est passé dans un esprit vraiment extrêmement constructif et je pense que cela se ressent dans le rapport. Merci beaucoup ! On en n'est qu'au début de toute cette démarche, bien évidemment, vous l'aurez compris. Nous allons venir à l'automne avec un 1^{er} bouquet d'actions concrètes et le débat se rouvrira à ce moment-là, je n'en n'ai aucun doute. D'ici là, je tenais quand même à vous remercier pour votre travail et votre intérêt.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président clôt ce point de l'ordre du jour.

13. Motions, postulats, interpellations

Développement de postulat

- **M. le Président**

Développement du postulat déposé par M. Allauca intitulé :« Pour un contrôle des loyers en période de pénurie » Je vous informe que la recevabilité de ce postulat a été étudié par le Bureau lors sa séance du 13 juin et qu'il a été déclaré recevable.

M. Allauca, je vous invite au micro pour le développement de votre postulat.

- **M. Byron Allauca, Fourmi rouge**

Pour un contrôle des loyers en période de pénurie

Notre ville est, depuis des années en situation de pénurie de logement. En 2022 le taux de vacance du district de l'Ouest lausannois s'élève à 1,3% et dans le canton de Vaud le taux est de 1,11% (selon les chiffres du canton), donc pour notre Commune le pourcentage de vacance ne doit pas être très différent à ces derniers chiffres. Les conséquences de cette situation son connues : lorsque la demande est bien supérieure à l'offre, les prix prennent l'ascenseur jusqu'à devenir inaccessibles pour une partie de nos habitants. Renens doit être capable de pouvoir loger ses enfants à des prix décents.

Cette hausse générale des loyers est accompagnée par une inflation générale des prix. Tout augmente, les primes d'assurance maladies, le coût de l'énergie, l'alimentation et les transports. Les revenus, eux, stagnent ou augmentent de manière totalement insuffisante pour contrer l'inflation. Nous avons donc à faire à une perte massive et généralisée du pouvoir d'achat de la population renanaise. Cette situation entraine également des dommages pour le tissu économique, social et culturel local. La détérioration du pouvoir d'achat a souvent par conséquence une baisse de la consommation dans les commerces locaux et dans les lieux de divertissement.

En Suisse, plus de 60% du produit intérieur brut est généré par la consommation des ménages privés, cela ne doit pas être bien différent à Renens.

Les dispositions légales permettent aux propriétaires d'obtenir des rendements de maximum 3,25%, selon la dernière jurisprudence du Tribunal Fédéral. En réalité, c'est souvent bien plus qui est perçu par les bailleurs. Ces importants rendements perçus par les propriétaires se répercutent bien évidemment sur le prix des loyers.

Par ce postulat, le Conseil communal invite à la Municipalité à étudier la possibilité d'effectuer des contrôles périodiques des rendements locatifs immobiliers sur le territoire de la Commune de Renens.

Je profite de la parole pour demander une commission pour ce postulat.

- **M. le Président**

J'ouvre la discussion sur ce postulat, M. Allauca, est-ce que vous êtes soutenu par un dixième des membres, soit 6 personnes ? C'est effectivement le cas, donc il y aura une commission. Les commissaires sont :

- M. Stéphane Montabert (UDC)
- Mme Liridona Smakiqi (PS)
- Mme Verena Berseth (Fourmi rouge)
- M. Florian Gruber (PLR-PVL)
- Mme Cristina Baquero (Les Verts)

Pour rappel, selon l'article 33 alinéa B la première personne nommée est chargée de trouver une date pour convoquer la Commission. La présidence sera désignée par la Commission elle-même.

- **M. le Président**

Développement du postulat déposé par Mme Thode intitulé : « Des marquages tactilo-visuel à l'attention des aveugles et malvoyants »

Je vous informe que la recevabilité de ce postulat a été étudié par le Bureau lors sa séance du 13 juin et qu'il a été déclaré recevable.

Mme Thode, je vous invite au micro pour le développement de votre postulat.

- **Mme Angela Thode, Les Vert.e.s**

En préambule, j'ai travaillé avec des enfants malvoyants, aveugles et malvoyants. J'ai pu voir au quotidien les difficultés qu'ils avaient. Je voulais vous amener des lunettes noires, juste pour que vous puissiez vous rendre compte, mais c'était un peu compliqué par la logistique, donc vous pouvez, vous-mêmes, juste fermer les yeux et vous imaginer vous déplacer à quelque part et vous rendre compte à quel point cela peut être difficile.

"Des marquage tactilo-visuel à l'attention des aveugles et malvoyants"

Introduction

Les marquages tactilo-visuels facilitent l'orientation et augmentent l'autonomie et la sécurité des aveugles et malvoyants dans l'espace public.

Texte :

Les personnes en situation de handicap ont un droit constitutionnel à une mobilité autonome.

La possibilité de se déplacer sans entraves est l'un des piliers de la participation à la vie en société. La loi sur l'égalité des personnes handicapées (LHand) est entrée en vigueur en 2004. Elle exige que d'ici fin 2023, les transports publics en Suisse soient accessibles aux personnes handicapées. Pouvons-nous aussi aider les aveugles et malvoyants à rendre la Ville de Renens plus accessible ?

Il serait utile d'en installer à certains endroits particulièrement dangereux pour une personne aveugle ou malvoyante ainsi qu'à l'entrée de différents services communaux. La fédération suisse des aveugles et malvoyants peut aider à déterminer les endroits importants à marquer.

Les bases juridiques sont constituées par la Loi sur la circulation routière (LCR), L'Ordonnance sur la circulation routière (OCR) et la Loi sur l'égalité des handicapés (LHand). Des fiches explicatives sont à disposition, avec des dessins et des exemples de réalisation. Il faut tenir compte pour cette installation de lignes de guidage de la fiche

technique 14, « Système suisse de lignes de guidage », SN 640 852 (Marquages tactilo-visuels pour piétons aveugles et malvoyants).

Conclusion :

Merci à la Municipalité de mettre en place une stratégie répondant aux besoins des aveugles et malvoyants dans les endroits nécessaires par un marquage tactilo-visuel.

- **M. le Président**

Merci, j'ouvre la discussion sur ce développement de postulat, la parole n'est pas demandée, je soumetts au vote le renvoi de ce postulat à la Municipalité pour étude et rapport

C'EST À UNE LARGE MAJORITÉ QUE CE POSTULAT EN RENVOYE EN MUNICIPALITE POUR ETUDE ET RAPPORT

Développement du postulat déposé par Mme Mauch intitulé : « Pour une protection adaptée de la Place de jeux de la Place du Marché »

Je vous informe que la recevabilité de ce postulat a été étudié par le Bureau lors sa séance du 13 juin et qu'il a été déclaré recevable.

Mme Mauch, je vous invite au micro pour le développement de votre postulat. M. Allauca demande la parole :

- **M. Byron Allauca, Fourmi rouge**

Je me permets de lire le développement du postulat, ma collègue Lucie Mauch étant excusée ce soir

Pour une protection adaptée de la place de jeux de la place du Marché

Suite à la lecture du rapport de commission au sujet de la place du Marché, une question de sécurité des enfants jouant sur la place de jeux du Marché se pose vu la proximité de la route et la charge du trafic de ce tronçon.

Je demande à la Municipalité qu'elle examine la possibilité de séparer par une barrière adéquate la place de jeux, attenante à la place du Marché, de la chaussée.

- **M. le Président**

J'ouvre la discussion sur ce postulat :

- **M. Florian Gruber, PLR-PVL**

Lors de la séance de mai 2021, pour le préavis de la fontaine du mail du marché, le groupe PLR-PVL avait déjà fait la remarque indiquant que la fontaine posait déjà ce problème de proximité avec la route, la fontaine est encore plus près de la route que la place du marché, la réponse était que l'on allait peut-être mettre des poteaux avec des barrières. Donc, voilà... mais je n'ai pas l'impression qu'il y ait beaucoup de choses faites depuis. Et d'ailleurs, c'est une des raisons pour lesquelles, d'ailleurs, nous avons refusé le postulat de la fontaine lors de cette séance.

- **M. Roland Delapierre, UDC**

Je voudrais appuyer ça, parce que je trouve que c'est un peu fou. Quand j'ai parlé, quand on a fait l'étude de la commission pour la fête de la nature, j'ai dit que le préambule c'est marqué qu'on va dégrapper le goudron, le béton pour mettre de la verdure et qu'est ce qu'il s'est passé, là-bas, vers la place jeux ? On a dégrappé la verdure pour mettre du goudron, du béton. Et quand j'ai posé la question pourquoi on a enlevé les laurelles, pourquoi on enlève les thuyas : c'est parce

que c'est le Canton qui décide. Mais avant il y avait de la verdure au moins, je pense à mon humble avis que le long, au bord de la route, au lieu de mettre des barrières, des choses comme ça, on pourrait très bien mettre des buissons un peu épineux pour éviter que les enfants ne courent sur la route, je pense que ce serait une chose tout à fait valable. Mais bon, le problème, c'est qu'il faut enlever le goudron... C'est ça le problème, c'est comme le 14 Avril, il faut enlever le goudron pour mettre de la verdure. Mais ça, ce n'est pas dans les projets de la Commune.

- **M. le Président**

La discussion est toujours ouverte. La parole n'étant plus demandée, je soumetts au vote le renvoi de ce postulat à la Municipalité pour étude et rapport.

C'EST À UNE LARGE MAJORITÉ QUE CE POSTULAT EN RENVOYE EN MUNICIPALITÉ POUR ÉTUDE ET RAPPORT

- **M. le Président**

Et finalement, le développement du postulat déposé conjointement par Mmes Berseth et Zahnd intitulé : « La Rue du Lac n'est pas une entrée d'autoroute »

Je vous informe que la recevabilité de ce postulat a été étudié par le Bureau lors sa séance du 13 juin et qu'il a été déclaré recevable.

Mme Berseth ou Zahnd, je vous invite au micro pour le développement de votre postulat.

- **Mme Joelle Zahnd, Fourmi rouge**

Titre : la Rue du Lac n'est pas une entrée d'autoroute

Nous déclarons nos intérêts, nous vivons toutes deux à la Rue du Lac.

Ce postulat concerne la partie de la Rue du Lac qui bifurque depuis l'Avenue de Longemalle, depuis le Chemin des Côtes jusqu'au bas de la rue, au passage du métro MI.

Cette rue est étroite, elle est à voie unique et permet le passage d'une seule voiture. Le trottoir est marqué par une simple ligne jaune au sol sans surélévation. Pour se croiser, les voitures doivent donc empiéter sur le trottoir ou se glisser dans les espaces privés Cette rue est limitée à 30km/h. Elle n'est donc pas prévue pour un fort trafic. Or, de nombreux.ses conducteur.rice.s l'empruntent pour rejoindre l'Avenue du Chablais et l'autoroute et ainsi éviter le Rond-Point de Malley. Tous types de véhicules l'empruntent, y compris des poids lourds avec remorque, particulièrement inadaptés à cet endroit.

Ces conducteur.rice.s friand.e.s de raccourcis sont si nombreux.ses que la Rue du Lac est généralement complètement bloquée en fin de journée aux heures de pointe. Le passage du métro en bas de la rue, ses barrières, et le fort trafic sur l'Avenue du Chablais empêchent les voitures d'avancer.

Aux heures de pointe, la Rue du Lac est si bloquée que nos enfants n'ont pas la place sur le trottoir pour remonter la rue à pied.

Aux heures de pointe, la Rue du Lac est si bloquée que nous ne pouvons plus sortir de chez nous avec un vélo tirant une charrette et remonter la rue pour aller chercher nos enfants à la crèche.

Aux heures de pointe, les riverain.e.s ne peuvent plus rentrer chez eux.elles ni remonter la rue, en véhicule motorisé ou à vélo.

Cette rue est limitée à 30km/h et un îlot de ralentissement (un cube de béton et un plateau ralentisseur en caoutchouc ; il y en avait deux, un a été cassé et jamais remplacé) se trouve à la hauteur de la Rue du Lac 50. Or la plupart des conducteur.rice.s entament la descente beaucoup plus rapidement, ralentissent à peine sur l'îlot et accélèrent juste après. Iels mettent les piéton.ne.s en danger. Les portes d'entrée des habitations donnent directement sur le trottoir ligne jaune et nos enfants se retrouvent directement sur la rue dès qu'ils sortent de chez eux.elles. De nombreux.ses habitant.e.s craignent ces voitures qui roulent trop vite.

Plusieurs instruments de mesure de passage ainsi que de mesure de vitesse ont été posés ces derniers mois. L'analyse de leurs mesures confirmera le nombre exorbitant de voitures ainsi que leur vitesse beaucoup trop élevée.

Les habitant.e.s de la Rue du Lac veulent pouvoir rentrer et sortir de chez eux.elles librement.

Les habitant.e.s de la Rue du Lac veulent savoir que leurs enfants et les usager.ère.s de mobilité douce sont en sécurité en rentrant et sortant de chez eux.elles.

La Rue du Lac était autrefois classée « bordiers autorisés ». Elle est maintenant devenue zone de transit pour accéder à l'autoroute. Or il existe de nombreuses possibilités pour la rendre à nouveau praticable et permettre à ses habitant.e.s de l'utiliser en sécurité.

Conclusion : je demande à la Municipalité d'étudier l'opportunité de rendre la circulation sur la Rue du Lac plus contraignante aux automobilistes afin de rendre cette rue en tout temps à nouveau praticable aux piétons et à la mobilité réduite et de permettre aux riverain.e.s d'y circuler librement.

Vu que j'ai la parole, si vous le permettez, M. le Président, nous aimerions bien demander une commission pour ce postulat.

- **M. le Président**

Est-ce que six Conseillers appuient cette demande ? C'est le cas, ce postulat est renvoyé en commission. Voici les commissaires nommés :

- M. Simon Favre (Fourmi rouge)
- M. Stéphane Montabert (UDC)
- Pierre Borloz (PS)
- M. Florian Gruber (PLR-PVL)
- Mme Andréa Tiambo (Les Verts)

Pour rappel, selon l'article 33 alinéa B la première personne nommée, soit M. Favre, est chargée de trouver une date pour convoquer la Commission. La présidence sera désignée par la Commission elle-même.

Dépôt de postulat

- **M. le Président**

M. Smaqiki, je vous invite pour le dépôt de votre postulat.

- **M. Naim Smaqiki, PSR**

Titre : « Hausse du taux hypothécaire : quelles conséquences ? »

Conclusion : Compte tenu de l'annonce récente de l'Office fédéral du logement (OFL) concernant l'augmentation du taux d'intérêt de référence, il est à craindre que des hausses de loyer surviennent, ce qui pourrait aggraver la pression sur les habitants et plus particulièrement sur les bas revenus. La Ville de Renens peut-elle intervenir ou mettre en place des solutions pour éviter ces augmentations de loyer ou du moins en limiter l'ampleur.

Interpellations

- **M. le Président**

Pour les interpellations, j'invite Mme Elodie Golaz Grilli

- **Mme Elodie Golaz Grilli, PLR-PVL**

En préambule, je tiens à m'excuser parce que je ne serai pas aussi courte que ceux qui ont pris la parole précédemment. Donc, par avance, veuillez m'en excuser.

Le 19 juin 2019 j'ai déposé le postulat intitulé « Fête des écoles : Lausanne, Prilly... Et Renens alors ? » et le 7 octobre 2021, Mme Frédérique Beauvois déposait le postulat intitulé « Et si on rêvait ? Pour que la Fête des écoles fasse (enfin) son retour à Renens ».

Au mois de février 2022 ? la Municipalité soumettait au Conseil communal le préavis 18-2022 Fête des écoles, dont je me permets de vous citer un extrait :

« Le bilan a conduit à la nécessité d'une évolution du concept, avec l'objectif d'une ouverture de l'école. Une journée « Portes ouvertes des Établissements scolaires primaires renanais » sera proposée le deuxième samedi du mois de juin, excepté les années Festimixx où les écoles sont déjà impliquées (comme c'est le cas en 2022 avec la participation de 600 élèves). Ainsi, dès 2023 et pour une journée, les écoles se pareront de leurs plus beaux atours pour accueillir la population.

»

« Chaque Établissement scolaire aura la liberté de proposer son programme dans un esprit où l'accueil et la convivialité seront de mise : spectacles culturels, expositions, jeux sportifs ou présentations variées, issus ou non du travail effectué par les élèves durant l'année. Il sera libre de proposer une offre de restauration à des tarifs abordables, permettant de remplir une cagnotte qui pourra servir pour un projet de classe. Ces programmes pourront être aussi imaginés avec les enfants. Ils seront échelonnés entre 10h et 16h afin de permettre aux visiteuses et visiteurs d'assister à plusieurs évènements, préalablement annoncés dans les communications au public. »

« Cette fête des écoles, nouvelle mouture, offrira aux Renanaises et Renanais la possibilité d'aller à la découverte des Établissements scolaires. Non seulement d'apprécier ce qui s'y fait, mais aussi de visiter les locaux, les infrastructures mises à disposition des enfants de notre ville, de se remémorer des souvenirs, d'aller à la rencontre du corps enseignant et d'y passer un bon moment. Ce sera également une magnifique occasion de promouvoir les projets des enseignant.e.s et des élèves.

Afin de permettre la liaison entre les différents bâtiments scolaires, il est envisagé d'organiser une ligne de « pédibus à l'envers » à savoir que ce sont les enfants qui guideront les visiteuses et visiteurs d'un Établissement à l'autre, sur un trajet prédéfini et signalé par un marquage spécifique, type panneaux amovibles. Le parcours sera sécurisé. »

La Municipalité concluait ce préavis par « Nous avons toutes et tous encore en tête les souvenirs des fêtes des écoles auxquelles nous avons participé en tant qu'élèves ou parents. C'est dire l'importance de ce rituel dans la vie d'un enfant et de sa famille. L'école, au centre de la vie des élèves et sujet de préoccupation important pour les familles, aujourd'hui, à cœur d'ouvrir ses portes pour accueillir la population, de mettre en valeur le travail qui s'y fait et ainsi de permettre la découverte d'un univers généralement cloisonné ».

Fort de ces affirmations et d'un projet qui répondait aux deux postulats, le conseil communal a accepté en date du 19 mai 2022 ce préavis.

Depuis, une année s'est écoulée et l'on peut imaginer le travail effectué par les services impliqués pour concrétiser ce préavis et ramener à la population renanaise une fête des écoles, je les en remercie pour cela.

Le 11 mai 2023 lors du Conseil communal, Mme Jaccard, Municipale nous donnait des nouvelles de la fête des écoles, annonçant que celle-ci n'aurait pas lieu un samedi mais un vendredi, ce changement étant dû à une résistance du corps enseignant argumentant que nombreux enfants ayant des activités le week-end n'auraient pu participer à ce moment festif. Sur proposition des directions scolaires, la fête des écoles aura lieu le vendredi 9 juin prochain. Un programme riche est mis en place, dès 12h00 repas canadien

avec les familles ainsi qu'avec toutes les personnes ayant envie de se joindre aux enfants, suivi l'après-midi par des spectacles et animations au sein des écoles. La fête se poursuivra à Verdeaux avec un goûter offert aux enfants puis dès 17h00 une partie officielle laissant place à un parcours sportif et ludique, un atelier de maquillage, un spectacle, un espace zen, des artistes de rue et musique.

Dès le 15 mai 2023, veille du long congé de l'Ascension, les parents renenais recevaient via l'agenda de leur(s) enfant(s) la circulaire annonçant la fête des écoles à Renens au 9 juin 2023. Cette même circulaire indiquait que la famille était invitée en classe pour un après-midi spécial de 13h40 à 15h15. Passé cet horaire, les enfants seraient à nouveau sous la responsabilité de leurs parents ou du système de garde usuel et que ces derniers avaient la possibilité de rejoindre la place de fête ouverte de 16h00 à 20h30.

Force est de constater qu'entre le dépôt du préavis et la fête des écoles le projet a été modifié à 2 reprises pour s'appauvrir, perdre son sens initial, discriminer les familles et la population, car la majorité des parents doivent malheureusement travailler le vendredi entre 13h40 et 15h15 et recevant les informations relatives à cet événement 3 semaines avant celui-ci, certains ont été dans l'impossibilité de prendre congé. Je pense entre autres aux entrepreneurs, aux enseignants, aux ouvriers, aux caissières, à mes collègues éducatrices et de nombreux autres. En conclusion un bon nombre d'enfants n'ont eu personne pour venir les voir en classe. Et plus triste, les enfants fréquentant les structures d'accueil n'ont pas pu participer à la fête sur le site de Verdeaux.

Lors de la fête, les enfants désirant bénéficier de leur collation - qui consistait en un sirop et un pain au chocolat ou un fruit - ont dû faire la file à 2 reprises : une première fois la boisson puis une seconde pour l'encas, le tout distribué à la même table, Une longue attente pour tous ces enfants ainsi que pour la population désirant acheter une boisson à un stand n'acceptant pas de transactions en cash.

Pour plus de 1'000 élèves, un seul jeu gonflable à disposition : les enfants se sont trouvés à faire plus de 45 minutes de file pour l'unique jeu mis à disposition, certains sont même restés 30 minutes sans avancer et non pas pu accéder au jeu.

Ce jeu c'est même trouvé dangereux par manque d'anticipation et de clarté avec l'entreprise, le prestataire ne pouvant assurer lui seul la surveillance du jeu gonflable. Sans compter le danger de faire cohabiter des enfants de 4ans (1P) avec ceux de 13ans (8P) sur le même jeu. Je tiens à remercier chaleureusement les jeunes en lien avec le CRA qui ont pris de leur temps pour assurer, pour finir, la sécurité.

Je remercie également le CRA qui a dû faire face à l'afflux d'enfants qui n'avait pas envie de faire 45 minutes de file pour le seul jeu à disposition, un grand bravo d'avoir pallié le manque.

Fort heureusement, la météo ayant eu la bonne idée de jouer les troubles fêtes, des nuages ont assombrés le ciel, de quoi faire tomber quelques gouttes d'eau, sans que cela déclenche un départ massif des participants. Néanmoins, cela a refroidi suffisamment l'ambiance pour que le prestataire de la structure gonflable mise à disposition dégonfle celle-ci et quitte les lieux, laissant de nombreux enfants sur leur faim. Était-ce vraiment plus ennuyant que de subir un soleil sans nuages permettant d'utiliser la structure en exposant les enfants et leurs accompagnants à un soleil brûlant, avec toute possibilité pour s'abreuver de subir une file d'autant plus longue que celle que l'on a pu observer. Finalement quand on voit ce qui se fait dans les villes voisines et la qualité des fêtes mises en place notamment avec des jeux en suffisance, on ne peut que se questionner sur les choix de la Municipalité.

Si besoin je tiens à disposition un certain nombre de photos afin d'étayer mes propos. Et je tiens à souligner qu'au moins un membre de chaque parti a signé cette interpellation.

Je souhaite donc interpellier la Municipalité avec les questions suivantes :

- Est-il correct et pour quelle raison la Municipalité s'est éloigné autant du préavis 18-2022 Fête des écoles voté par le Conseil communal ?
- Que compte faire la Municipalité pour les prochaines éditions afin de permettre à l'ensemble des enfants de participer à la fête, comme avant à Renens, ou actuellement à Prilly et Lausanne avec les enseignants qui accompagnent pendant un laps de temps les enfants à la fête ?
- Comment le calcul a été fait pour ne mettre qu'un jeu gonflable pour plus de 1'000 élèves ?
- Pourquoi la sécurité n'a pas été à la hauteur du besoin et a-t-on laissé cohabiter sur le même jeu des enfants de 1p à 8p ?
- Comment se fait-il qu'aucune information destinée à la population n'ait pas été mise en place comme indiqué par la Municipalité que je cite « préalablement annoncés dans les communications au public » ?
- Pourquoi aucune signalétique n'a été mise en place par la Municipalité comme annoncé, ceci aurait permis à un bon nombre de parents d'être mieux orienté

Je vous remercie infiniment pour votre attention et toutes mes excuses pour la longueur.

- **M. le Président**

J'ouvre la discussion sur cette interpellation :

- **Mme Nathalie Jaccard, Municipale**

Merci Mme Golaz pour votre intervention. La première chose, c'est que pour une partie, je vous invite à déposer la même chose au Grand Conseil, puisque vous savez comme moi que nous n'avons pas d'influence sur ce que les écoles veulent ou pas. Effectivement, le préavis avait été construit dans un premier temps avec la Direction des écoles qui était d'accord de faire cette journée un samedi, puis il y a eu un retro pédalage, notamment à cause des grèves et que les enseignants ne voulaient pas venir un samedi et ne voulaient pas rester après 15h30. Ce qui fait qu'effectivement, nous avons dû réorganiser une partie de la fête et encore une fois, on n'a pas d'influence sur ce qui se passe au niveau des écoles et on ne peut pas dicter aux écoles ce qu'elles doivent faire ou pas. Pour le reste, ce programme avait été conçu avec des animations, notamment un atelier maquillage, des jeux, le CRA, la bibliothèque était aussi sur place. Effectivement, il y avait le Time-Run qui était là, il y avait aussi des artistes de rue qui étaient prévus, il y avait un spectacle qui était là, mais comme vous êtes partie, vous n'avez certainement pas pu voir tout ça. Et il est vrai que la pluie a tout désorganisé, qu'on a dû fermer le Time-Run sur la demande du propriétaire puisque les enfants étaient en danger. Quant au fait qu'il n'y avait pas de sécurité pour gérer les enfants, il y avait quatre « grands frères » qui sont supervisés par le TSP qui étaient là, cela nous a paru, en tous cas sur recommandation, de nouveau, du propriétaire, cela semblait être suffisant. Comme je l'ai dit en préambule, il y a un certain nombre de choses qui ont été identifiées comme étant bien améliorables, notamment la communication, la manière aussi de gérer les goûters et autres. C'était la première fois, depuis 20 ans que la Fête des Ecoles revenait à Renens, cela fait très longtemps que l'on souhaitait que cette Fête des Ecoles revienne. Oui, il y a eu des couacs, oui, il y a des choses qui sont améliorables, nous les avons déjà identifiés, nous travaillons dessus et pour le reste de vos questions, je vous propose de vous répondre par écrit, Mme Golaz.

- **Mme Elodie Golaz Grilli, PLR-PVL**

Merci beaucoup Mme Jaccard pour ces compléments d'information. Je vous remercie pour vos conseils, mais non je ne me suis pas trompée, mes questions sont bien dédiées à la Municipalité de Renens, car mes questions ne concernent que ce que la Ville de Renens a organisé. Je m'adresse, là, qu'à la Ville de Renens, qu'à ce qu'elle peut mettre en place, il n'y a aucune question qui concerne le Canton ou les enseignants. Ce ne sont que des questions d'organisation que vous n'avez pas mises en place pour la fête qui se déroulait au Verdeaux.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

Je vous déclare mes intérêts, je suis trésorière de l'Association des parents d'élèves. Je parle en leur nom et sous le contrôle de ma collègue de comité, Mme Storari. Juste peut-être vous dire que nous restons à disposition des parents et des différents services de la Commune pour favoriser le dialogue, pour jouer aussi les médiateurs. On a été finalement quelque peu surpris de ne pas avoir été intégrés à cette démarche favorisant au mieux les différentes connections qu'il peut y avoir, sachant qu'on espère tout un chacun pour nos enfants qu'une fête aura lieu l'année prochaine. On reste volontiers à la disposition de la Municipalité et des services concernés pour pouvoir vous donner aussi un retour des parents et pouvoir coordonner au mieux, afin d'avoir, en 2024, une Fête des Ecoles qui va apprendre de cette première expérience.

- **M. le Président**

La discussion est toujours ouverte sur cette interpellation, la parole n'étant plus demandée, est-ce que quelqu'un souhaite encore intervenir au point 13 de cet ordre du jour ? Ce n'est pas le cas. Je vous annonce juste M. Smaqiki que vous êtes prié de transmettre le développement de votre postulat d'ici au 28 août.

Nous passons au point suivant de l'ordre du jour.

14. Propositions individuelles et divers

- **M. le Président**

J'invite Mme Cunha à poser sa question

- **Mme Elisabete Cunha, Fourmi rouge**

Après un passage à la gare de Renens la semaine passée, j'ai constaté qu'il n'y avait pas de bancs sur les quais. Je pose la question, est-ce que vous avez des nouvelles concernant ça ? J'ai vu plein de gens qui étaient assis par terre, il y a des personnes âgées qui circulent souvent. C'est juste cette question.

- **Mme Tinetta Maystre**

Volontiers quelques réponses, puisque l'on m'a soufflé la question auparavant, ça m'a permis de me renseigner. C'est vrai que ce qui se passe sur le site même de la gare n'est pas de notre compétence, mais bien de celle des CFF. Mais nous sommes en partenariat, nous pouvons parler avec eux. Ce que j'ai appris, c'est que, de facto, il y a très peu de bancs et ce n'est ni la faute de la Commune, ni de la faute des CFF. Lorsque les CFF avaient mis le projet à l'enquête, l'Office fédéral des Transports, qui est vraiment celui qui légifère à ce niveau-là, avait limité le nombre de bancs pour des questions d'accessibilité et de place pour les piétons qui allaient prendre le train. Il n'empêche, il y avait deux bancs par quai, plus ceux qui sont dans l'espace fermé. Comme ce permis n'avait prévu que deux par quai, le projet Rayon vert, celui de la passerelle, avait pris le relais et là, il y a un très très long banc qui permet de s'asseoir, mais il est vrai qu'il ne permet pas, si on n'a que 5 minutes et que l'on a peut-être de la peine à marcher, cela ne suffit pas, on en a bien conscience. Les bancs ont été retirés tout récemment, mais ils vont être remis, ils sont même peut-être entretemps déjà remis, parce qu'ils doivent être réparés. Ce sont des bancs qui

peuvent se rétracter, pour laisser passer les gens quand il y a beaucoup de flux, ils ont été retirés juste pour de la maintenance et ils vont être remis. Votre observation est juste, il n'empêche qu'il semblerait qu'on ne puisse pas en mettre plus. Il y a des bancs ischiatiques contre lesquels on peut s'appuyer, mais on ne s'assied pas.

- **M. Ali Korkmaz, Indépendant**

Concrètement, nous avons organisé à Renens une journée de solidarité le 30 avril de cette année. Je tiens à remercier tous les amis, ouvriers, commerçants, syndicalistes et les élus communaux, qui ont contribué à notre journée de solidarité, pour les rescapés suite au séisme en Turquie. Nous avons envoyé la totalité de l'argent récolté ce jour directement en Turquie dans la région d'Antioche. Ils ont fait construire des fours à pain dans quelques villages et quartiers. Pour chaque four, nous avons mis à disposition 150 kg de farine et 6 palettes d'eau potable. Au total, cinq fours ont été construits. Sur chaque four, une dizaine de familles peuvent en bénéficier. Ces fours ont été construits avec des pâtes d'argile séchées au soleil et 20 ans de garantie. En plus de leurs propres besoins, ces familles produisent du pain pour les villages voisins. Les gens sur place tiennent à vous remercier pour votre générosité.

- **M. le Président**

J'ouvre la discussion sur ce point 14 :

- **Mme Verena Berseth**

J'ai une déclaration à faire, merci M. le Président de me donner la parole. Je lis dans le pv du 30 mars 2023 du Conseil communal : « le Bureau et son Président demandent à l'ensemble des membres du Conseil de bien vouloir intervenir sur les sujets dont la compétence est communale et dans l'intérêt général, la Commune de Renens n'étant pas compétente pour intervenir ou répondre aux demandes concernant la politique extérieure ». Il faut limiter ces prises de parole. Ce n'est pas une interdiction, mais c'est encore une limitation de notre liberté de nous exprimer. En cinquante ans de Conseils, vous pouvez imaginer combien d'heures je me suis ennuyée à écouter des redites, des querelles, des gesticulations vaines. Alors, intervenir sur un événement aussi important et dramatique que le tremblement de terre en Turquie, c'est montrer notre solidarité. Nous l'avons fait pour les tremblements de terre en Italie, celui du Nord et celui d'Avelino. La Municipalité d'alors nous a aidés financièrement, nous a prêté des locaux pour le tri d'habits à envoyer dans les zones sinistrées. Quand une grande communauté, qui vit chez nous, y travaille, y paie des impôts, comme la communauté italienne par le passé et la communauté kurde aujourd'hui sont dans le deuil, la moindre des choses, c'est d'exprimer notre solidarité. C'est tout ce que j'avais à dire.

- **M. Richard Neal, PSR**

J'ai deux petites questions pour la Municipalité qui sont indirectement liées, une question et une demande. Premièrement, la demande : est-ce que, en temps utiles, nous pourrions avoir des informations plus complètes sur ce que l'on a appris l'autre jour par voie de presse sur l'aménagement du terrain de Bussigny avec un financement intercommunal pour les gens du voyage. Je ne demande pas une réponse ce soir, je demande des informations plus complètes à l'occasion, quand ça viendra.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Oui, ça peut venir maintenant, comme ça cela évite de faire bosser toute une équipe alors que la réponse est à bout touchant. La presse est allée plus vite que notre propre décision. Vous savez qu'il y a des gens qui vivent un peu différemment de nous, les gens du voyage ; vous savez qu'ils nous avaient contactés pour occuper une place à Renens, ils envisageaient d'aller occuper le site du Censuy. Nous étions frustrés de devoir leur dire non, parce que ce site a d'autres destinations : on a le projet « Bouge », le projet de déplacement de la pétanque et donc, nous avons dit haut et

fort que nous étions en absence d'un territoire pour les recevoir, par contre, nous jouerions notre carte dans un terrain qui serait à mettre à disposition sur un autre site. Bussigny est allé très vite, elle a un projet qui est à bout touchant. Les sept Communes du District ont accepté le principe de mettre la main au porte-monnaie, nous sommes la dernière Commune, cela va passer en Municipalité ce prochain lundi et oui, nous allons participer possiblement, si mes collègues et moi en décidons lundi pour prendre notre part de ce projet, pour un montant qui est estimé, hélas sur le modèle du franc par habitant, que je conteste parfois, et nous pourrions payer un montant de CHF 20'000.00 pour permettre à des gens de vivre dans un territoire décent avec un accompagnement correct et un environnement qui soit humain. Donc la réponse est là : lundi nous formalisons en Municipalité notre réponse.

- **M. Richard Neal, PSR**

Merci pour cette information. Deuxième question, qui en découle indirectement et qui est plus personnelle, je l'annonce, étant Président de L'association suisse de Sumo et organisant en novembre une grande manifestation de niveau européen dans les championnats d'Europe junior, ici à Maurabia, au Collège du Léman. A cette occasion, il va y avoir pas mal de cars de jeunes qui vont venir surtout des pays de l'est, Pologne, Bulgarie, Roumanie, Hongrie etc... Il était prévu dans mon planning qu'ils parquent sur les places car qui se trouvent au Censuy. Maintenant, avec les chicanes qui ont été posées afin d'éviter toute habitation de gens du voyage, les cars ne peuvent pas y aller. J'aimerais savoir à une réponse de la Municipalité où est-ce que je peux mettre mes cars ?

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

A situation particulière, réponse particulière : on va trouver quelques places pour quelques cars, vous en attendez combien de ces cars, M. Neal, parce que le territoire est exigü.

- **M. Richard Neal, PSR**

Je pense entre quatre et six.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

C'est des volumes pour lesquels, je pense, que nous allons travailler ensemble et avec la POL pour trouver une solution à ceci. Merci de nous avertir assez tôt.

- **M. Roland Delapierre, UDC**

Je voulais remercier la Commune pour l'organisation de l'après-midi pour les personnes âgées que j'ai trouvée super. L'année passée c'était formidable, j'ai participé, je me suis engagé, il y avait le Yoddle, c'était super. On a pu servir, c'était cool, ici avec des personnes à mobilité réduite. Je suis désolé, mais cette année, j'ai eu des échos que les gens n'arrivaient pas à aller aux toilettes, c'est un truc tout simple, c'était quasiment inaccessible et vraiment à la limite des toilettes publiques d'il y a 50 ans en arrière. Mais à part ça, je voulais juste remercier quand même l'organisation. Par contre, j'ai été quand même un petit peu surpris quand je me suis inscrit pour servir, pour aider à servir. Quand une personne de la Commune qui est venue me dire : Il ne faut pas laisser une bouteille de vin sur la table. Cette personne ne savait pas, ce n'était pas même moi qui avais mis cette bouteille. Donc là, j'estime que dans les gens qui travaillent dans les bureaux, dans la Commune, ils n'ont pas grand-chose à dire, à nous alpaguer comme ça, ça je n'ai vraiment pas beaucoup aimé. On vient pour rendre service, on vient pour aider, donc on aurait droit à un tout petit peu de respect. Et puis il y a une autre chose, là, j'ai retrouvé, parce que je ne m'étais pas inscrit, « journée découverte, mercredi 22 mars restons à la salle de spectacle, pas de retraite pour ma santé etc. » Je suis un peu désolé, vous savez, je ne sais pas combien de personnes se sont inscrites pour cette journée-là, pour les personnes âgées pour qu'elles apprennent à bouger, à manger etc... mais si on taxe encore des personnes qui sont à la retraite, à qui on pique déjà 250 francs par mois sur l'AVS et la Commune ne peut même pas donner 20 francs, on vous demande encore 20 francs. Je pense que la Commune, avec les dizaines de

milliers de francs, voire les centaines de milliers de francs qu'on dépense pour certaines choses, ça pourrait être offert.

- **Mme Karine Clerc, Municipale**

Merci pour votre intervention. Vous avez dit plusieurs choses. D'une part, effectivement, nous avons organisé la journée des aînés dans le chapiteau O'Chap à Malley et voilà, il est vrai que c'était une première fois, on a fait sur trois après-midis, je crois que le spectacle a beaucoup plu et je vous remercie d'ailleurs de vos remerciements. Il y a quelques aléas, notamment liés aux sanitaires qui étaient tout à fait inadaptés, je vous l'accorde et je le regrette. On a peut-être mal anticipé cela. Je suis aussi un peu désolée que vous ayez eu une altercation avec quelqu'un du service, en tous cas, moi je voulais simplement juste remercier tous les Conseillers communaux qui ont donné de leur temps ces trois après-midis, il y a une dizaine de personnes qui sont venues simplement pour donner un coup de main, c'était l'occasion aussi de voir ce que nous organisons et merci d'avoir pris ce temps. Par rapport à pas de retraite pour ma santé, si j'ai bien compris, vous êtes étonné de devoir verser 20 francs, de participer financièrement. Je reprendrai cette question là avec le chef du service en question et je reviendrai vers vous, pour que j'aie bien toutes les informations avant de réagir. Je reviendrai sans faute la prochaine fois.

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Pour les bouteilles de vin, pardonnez-moi, on a fait le constat que lorsqu'on met des bouteilles de vin sur les tables, celles-ci sont souvent juste ouvertes et on procède à un gaspillage qui est important. Par respect pour la nature, le vigneron, le travail qui est fait en amont, on préfère que l'on fasse du service, ce qui évite de voir en fin de cérémonie parfois, 10, 15, 20 bouteilles de vin ouvertes au 1/3 ou au 2/4. Cela fait partie de petits gestes tout simples pour l'écologie, mais ce n'est pas que l'on veuille limiter la consommation, c'est plus pour éviter le gaspillage. Je voulais ajouter ceci comme consigne que nous avons données lors des cérémonies de la Ville de Renens.

- **Mme Stéphanie Negri Capt, PLR-PVL**

Je serai brève, mais je tenais quand même à rebondir. Plusieurs, ce soir, ont évoqué les différents chantiers que l'on a dans notre Commune. Parfois, il arrive que ceux-ci se terminent et ils se terminent bien et dans ce cadre-là, je profite, parce qu'on est au mois de juin, j'ai l'avantage d'emprunter régulièrement le rond-point du Bugnon qui a été terminé, de mémoire en avril, il est magnifique, il est rempli de coquelicots, c'est vraiment super de pouvoir l'emprunter, mais je trouve qu'avant tout, ce qui me ravit particulièrement, c'est qu'on observe vraiment une amélioration de la sécurité, peu importe le type de véhicule qui l'emprunte. C'est très salubre et j'ai fait partie de la Commission qui a traité de ce préavis. La commission avait émis un vœu, c'était celui de prolonger le trottoir et le marquage au sol qui donnait du côté de la rue où se trouve le restaurant Magna Grecia, ça a été respecté et j'observe effectivement que les poussettes, les jeunes enfants l'empruntent aussi avec des petits véhicules, ce de manière sécurisée. Je tiens à féliciter la Municipalité pour la réalisation de cet ouvrage.

- **Mme Carole Castillo, Fourmi rouge**

Le mois dernier, nous avons voté favorablement à un préavis qui allait offrir une place du marché ombragée, ombragée aux Renonais. Sur les réseaux sociaux, cette semaine, nous apprenons, malheureusement, qu'il y a des problèmes techniques. Alors, qu'en est-il ? cet été, encore, les Renonais seront-ils assis sous un soleil de plomb ou sous un voile qui apportera de l'ombrage ?

- **Mme Patricia Zurcher Maquignat, Municipale**

Effectivement, nous avons prévu, nous avons tout prévu pour que le voilage soit prêt au début de l'été, et Dieu sait s'il fait chaud ces derniers jours. Malheureusement, la question de l'ancrage a été reprise et nous avons trouvé un meilleur moyen de l'ancrer, de façon plus durable, plus solide. Mais malheureusement, cela ne va pas pouvoir se faire pour cet été. Et poser ce voile à la fin du mois d'août, début du mois de septembre cela n'a plus vraiment de sens. Donc, ce sera

pour l'été prochain. On vous demande encore un peu de patience, on est désolés, mais c'est vraiment pour faire quelque chose d'encore mieux, d'encore plus durable.

- **Mme Carole Castillo, Fourmi rouge**

Je vous remercie. Donc, dans ces cas-là, quand il y a certains soucis, est-ce que cela ne serait pas mieux de nous tenir au courant, par exemple au point 3 ou 4 de l'ordre du jour ? Cela m'éviterait de me déplacer et de poser la question et on serait plus vite à la maison.

- **Mme Patricia Zurcher Maquignat, Municipale**

C'est un oubli de ma part, je regrette que vous ayez eu à vous déplacer et je me réjouis, comme vous, de manger bientôt.

- **M. le Président**

La discussion est toujours ouverte sur ce point. La parole n'étant plus demandée, je voulais juste rebondir sur votre intervention, Mme Berseth. Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais en tant que Président, j'ai toujours sollicité mon Bureau pour les décisions et les décisions ont toujours été prises à la majorité ou à l'unanimité par mon Bureau. Concernant la politique internationale, vous connaissez la composition du Bureau, vous avez deux représentants du groupe Fourmi rouge, ils ont été très très actifs pour qu'on limite justement ces prises de parole sur la politique internationale. Je vous recommande la prochaine fois de vous renseigner davantage sur ce que fait le Bureau avant de venir faire quelques interventions qui n'ont peut-être pas forcément lieu d'être.

15. Allocutions

- **M. le Président**

M. le syndic, je vous cède la parole :

- **M. Jean-François Clément, Syndic**

Je vais être court. Renens vit une période historique de développement, on est le chef-lieu d'un des Districts les plus dynamiques de ce Canton. On peut être fiers de tout ce qui s'y fait. Et ceci, on le fait, bien sûr, avec vous et pour la population, conformément au serment que nous avons prêté il y a deux ans. Deux ans déjà se sont écoulés sur les cinq, donc il est important que nous continuions à mener un rythme rapide, d'où les chantiers que nous avons insérés dans notre programme de législature. On a fait un pas important en avant aujourd'hui dans la transition écologique et sociale en mettant à l'œuvre un plan climat qui est indispensable et nécessaire. On continue d'accélérer la transformation urbaine, toujours en œuvrant aussi pour la qualité de la Ville et la qualité de vie à Renens. Et on est aussi avec une administration qui est soucieuse d'apporter les meilleures prestations à sa population et l'axe dynamiser l'efficience et la convivialité de l'administration se poursuit. Tout cela ne peut pas se faire sans vous, il faut qu'on ait ici des débats qui soient confrontants mais bienveillants et j'aimerais aussi saluer toutes les personnes qui rendent possible d'avancer au quotidien, à savoir nos collègues Chefs de service, nos collègues, qui, tous les jours œuvrent dans le terrain, dans nos différents services. Il y a des choses qui peuvent être améliorées, mais rassurez-vous, on a envie de continuer à faire vivre l'état d'esprit de cette Ville qui est magnifique et que nous aimons. Ceci, grâce à vous. C'est vrai que l'été nous permettra de nous reposer un peu pour accélérer nos projets dès l'automne. Merci à vous toutes et tous pour votre contribution.

L'assemblée applaudit

- **M. Dylan Montefusco, Président**

Merci M. le Syndic, Mesdames et Messieurs en vos titres et fonctions

Me voilà arrivé au terme de mon année de présidence. Je laisse la place à mon successeur, et je profite de l'occasion pour lui souhaiter de fructueux débats.

La fonction que j'ai eu le privilège d'exercer durant cette année est une activité exigeante, mais passionnante et aux multiples aspects. En effet, le Président dirige les séances du Bureau, du Conseil communal ou encore les dépouillements. À cela s'ajoute un devoir de représentation auprès des différentes associations, institutions et services de la Ville.

Je pense avoir exercé cette fonction avec de l'impartialité, de la rigueur et de la discipline. Certains m'ont trouvé probablement trop protocolaire, mais le Président se doit de suivre et faire respecter le règlement.

Vous êtes nombreux à évoquer le vivre ensemble. Cela s'assimile également en élisant une personne issue d'une minorité politique. Ce que je suis du moins au niveau régional ! J'ai tout de même constaté que de nombreux élus tant au législatif qu'à l'exécutif étaient toujours réticents à l'idée de serrer la main d'un élu UDC. Et de plus le premier citoyen de la Commune. Et oui, l'inclusion à encore ses limites !

Avant de conclure, je tiens à remettre un cadeau à notre Municipalité. Lors de ma première prise de parole pour le discours du 1^{er} août j'ai été effaré de constater qu'aucun drapeau suisse n'était présent. A cette occasion, je prie la Municipalité de bien vouloir accepter ce présent et j'espère que vous aurez le courage de l'afficher avec fierté et détermination.

L'assemblée applaudit

Je ne saurai terminer cette allocution, sans remercier mon Bureau et Bureau élargi, la Municipalité ainsi que les collaborateurs et chefs de service de l'Administration en particulier M. Michel Veyre, Secrétaire municipal et Mme Anne Lafond Delormel Secrétaire municipale adjointe pour leur disponibilité. Je tiens également à remercier tout particulièrement M. Demangel notre huissier, M. Vila notre huissier suppléant ainsi que toute l'équipe des concierges pour le travail fourni. Des remerciements j'en dois également à mon parti pour la confiance qui m'a été accordée ainsi qu'à Mme Simon qui s'est toujours acquittée de ses tâches avec le plus grand professionnalisme. J'ai eu beaucoup de plaisir à collaborer avec vous tous au cours de cette année.

Je vous remercie pour votre attention.

Ainsi se termine notre Conseil. Je vous rappelle que notre prochaine séance aura lieu le jeudi 7 septembre à 19h30 dans cette même salle. Il est 21h57, je lève cette séance.

Je vous souhaite une bonne soirée et un excellent appétit !

Au nom du Conseil communal

Le président
Dylan Montefusco

La secrétaire
Corrine Simon